

**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES  
SUR L'ENVIRONNEMENT**

ÉTAIENT PRÉSENTS :      Mme LOUISE BOUCHER, présidente  
   M. MARIO DUMAIS, commissaire  
   M. ALFRED MARQUIS, commissaire

**AUDIENCE PUBLIQUE  
PORTANT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE  
DE LA PRODUCTION PORCINE AU QUÉBEC**

---

**DEUXIÈME PARTIE**

---

VOLUME 122

---

Séance tenue le 10 avril 2003, à 9 h 00  
Sous-sol de la cathédrale  
203, 4<sup>e</sup> Avenue  
Sainte-Anne-de-La-Pocatière

**TABLE DES MATIÈRES**

SÉANCE DU 10 AVRIL 2003

SÉANCE DE L'AVANT-MIDI

MOT DE LA PRÉSIDENTE.....	1
PRÉSENTATION DES MÉMOIRES :	
MÉMOIRE DE M. MICHEL SOUCY .....	2
MÉMOIRE DE M. OLIVIER PELLETIER-PROULX.....	12
MÉMOIRE DU GROUPE DE CITOYENS DE CACOUNA ET DES ALENTOURS.....	21
MÉMOIRE DU CENTRE QUÉBÉCOIS D'EXPERTISE EN PRODUCTION PORCINE (CQEPP) .....	34
MÉMOIRE DU GROUPE CONSEIL AGRICOLE DE LA CÔTE-DU-SUD .....	51

---

**(SÉANCE DU 10 AVRIL 2003)**  
**(SÉANCE DE L'AVANT-MIDI)**  
**(MOT DE LA PRÉSIDENTE)**

5 **LA PRÉSIDENTE :**

Mesdames et Messieurs, bonjour et bienvenue à cette deuxième partie de la consultation publique sur le développement durable de la production porcine au Québec. Je suis Louise Boucher et je suis accompagnée de deux (2) de mes collègues, monsieur Alfred Marquis et monsieur Mario Dumais.

Monsieur André Beauchamp a dû s'absenter compte tenu qu'il avait un... qu'il éprouvait un problème de santé, alors, on lui a suggéré de se reposer un peu. Et nos règles nous permettent cela, alors... parce que vous savez que dans les autres audiences publiques, ce n'est pas permis de s'absenter, sinon on ne peut pas signer le rapport, mais dans le cas d'un générique, c'est possible.

Alors, donc, nous siégerons à trois (3) pour le... peut-être le restant de la journée, là, ce n'est pas garanti, peut-être qu'il sera là ce soir, on verra.

Ce matin, nous avons cinq (5) présentations de mémoires, cinq (5) citoyens et groupes qui se sont inscrits. Nous avons également une séance cette après-midi à treize heures trente (13 h 30) et une autre ce soir à dix-neuf heures trente (19 h 30). Après quoi la Commission se déplacera à Sainte-Marie demain pour siéger... pour y siéger en après-midi et en soirée. Et elle terminera sa tournée la semaine prochaine, à Sainte-Marie toujours, mais à compter de mardi jusqu'à jeudi soir, à raison de deux (2) séances par jour, en après-midi et en soirée.

Nous... chaque groupe qui se présente devant nous ce matin dispose au total d'une demi-heure (½) pour faire sa présentation. Dans... cette demi-heure (½) est partagée avec nous, on vous accorde une quinzaine de minutes pour présenter votre mémoire et nous disposons d'une quinzaine de minutes pour vous poser des questions.

Par ailleurs, s'il y avait des faits, qui sont mentionnés par les participants, qui vous apparaissent erronés, il est possible à tout citoyen de rectifier ces faits. Pour ce faire, il faut s'inscrire à l'arrière au registre des rectifications. Et, bien entendu, il ne s'agit pas là d'une occasion qui vous est offerte pour venir contre-argumenter l'opinion du participant.

Sans plus tarder, j'inviterais le premier participant ce matin à se présenter devant nous. Il s'agit de monsieur Michel Soucy.

40 **M. MICHEL SOUCY :**

Bonjour.

45 **LA PRÉSIDENTE :**

Bonjour, monsieur Soucy.

**M. MICHEL SOUCY :**

50

J'ai un problème à vous soumettre, moi.

55

Nous avons de la relève, pas un, mais deux (2) fils sont prêts à continuer à prendre l'entreprise. Tant qu'à être dans le trouble, il vaut mieux être deux (2) fois plutôt qu'une. Nous avons trois (3) enfants, deux (2) garçons, une fille, le plus vieux travaille à la ferme et son amie Caroline travaille sur une ferme laitière à quelques kilomètres de chez nous. Patrick, pour sa part, travaille à l'abattoir Saint-Alexandre; tant qu'à Marie, elle étudie au Cégep de Rivière-du-Loup.

60

Nous sommes fiers que la septième génération de Soucy s'apprête à prendre la relève.

65

Ma femme Francine et moi possédons une entreprise laitière, nous sommes propriétaires de l'entreprise depuis dix-neuf cent quatre-vingt-deux (1982). Nous sommes autosuffisants en foin, céréales, maïs, ensilage. Nous cultivons quatre-vingt-dix-huit (98) hectares. Nous sommes obligés d'acheter des engrais chimiques car il nous manque de fumier.

70

En deux mille un (2001), Philippe et Caroline me proposent un projet de porcherie. Philippe a une expérience de six (6) mois en porcherie naisseurs-finisseeurs. Le projet me semble très intéressant en raison de la superficie de nos terres, plutôt faibles en phosphore et le manque d'engrais naturel.

75

Nous avons discuté avec Daniel Simard, notre conseiller agroenvironnemental, afin d'établir le besoin de nos quatre-vingt-dix-huit (98) hectares. En mettant un minimum de fumier requis, nous réalisons que le projet nous manquait soixante-dix-neuf (79) hectares. Plusieurs de nos voisins ont montré un intérêt à être receveur, cela nous a pris que... presque un an de travail avant de déposer une demande au ministère de l'Environnement.

80

La première chose que nous avons faite, c'est d'aller rencontrer la municipalité pour connaître les règlements municipaux. Il n'y avait aucun problème. La municipalité m'appuyait dans le projet, lettre à l'appui. Nous avons aussi rencontré les voisins, moi et l'agronome de notre club. Les voisins m'ont dit que c'était mieux que ce soit un producteur de la place à qui on peut parler, faire des commentaires plutôt qu'un promoteur étranger.

85

Les voisins me font confiance, le bon voisinage, c'est important pour nous.

90

Ça fait onze (11) ans qu'on étend du lisier de vaches sur nos terres pour assurer une bonne cohabitation avec nos voisins, nous n'épandons jamais durant les périodes de chaleur. La grande partie de nos lisiers est épandue au mois de mai lorsque la température est plus froide et que la senteur est moins prononcée et que les plantes profitent de plus de cet engrais.

95 En novembre deux mille un (2001), nous avons déposé le projet au Ministère tel que le ministre de l'Environnement nous l'avait demandé : localisation des terrains, plan d'ingénieur de fosses, plan d'ingénieur de bâtisses, modification des PAEF. Ce projet coûte cher pour l'entreprise de monter un projet semblable. Notre agent à Rimouski -- l'agent de l'Environnement -- nous a dit qu'au plus tard au mois de mars deux mille deux (2002), nous aurions notre permis puisque le projet n'était pas gros et que le dossier était bien monté et que les receveurs étaient de bons producteurs.

100 Je les ai appelés en février deux mille deux (2002), ils m'ont dit qu'ils étaient sur le point d'étudier. En mars, ils me disaient qu'ils étaient toujours sur le point de l'étudier. En avril, ils me répondaient qu'ils étaient débordés de travail, le discours commençait à changer. Il a fallu être naïf pour croire qu'ils disaient vrai. Mais ça ne me fatiguait pas plus que ça, le projet était déposé tel que le Ministre voulait l'avoir, rien pour paniquer. Mais la relève était moins calme que moi, la relève a eu raison, un Ministre, ce n'est pas fiable.

105 La loi spéciale fut adoptée au début de mai, les fonctionnaires ont donc devancé la loi. Pourquoi avoir passé une loi sans tenir compte des petites entreprises, de l'argent qu'ils ont investi? Pourquoi ne pas avoir tenu compte des municipalités comme la nôtre, Saint-Alexandre, qui possède une usine de transformation de lait, qui emploie soixante (60) personnes, un abattoir de porcs qui emploie plus de deux cents (200) personnes?

Les citoyens savent l'importance de l'agriculture. Nous sommes obligés d'acheter des engrais chimiques pour combler les besoins des plantes.

115 Au printemps deux mille deux (2002), j'entendais des non-agriculteurs qui se plaignaient et qui voulaient avoir le droit de vivre à la campagne sans odeur, sans bruit et qu'on ne les dérange pas dans la façon de travailler. Ces mêmes personnes exploitent de l'électricité qui passe sur nos terres, les quatre (4) lignes qui alimentent le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie passent sur nos terres avec huit (8) pylônes. Ces mêmes personnes qui travaillent sur les sentiers de motoneige... qui utilisent les sentiers de motoneige et qui passent chez nous pour aller dans la Gaspésie, des retombées importantes pour notre bon gouvernement, des sentiers de VTT en plus de ça. Il faut croire que nous sommes à la bonne place. Il y a peut-être trop de personnes qui se font du capital politique sur notre dos.

125 Mes souhaits, par rapport à la recommandation de la Commission fera au gouvernement, sont :

Que les dossiers soient traités de façon plus rapide au ministère de l'Environnement;

130 Que les agents qui traitent les dossiers travaillent avec les producteurs plutôt que contre lui;

135 Que la grosseur des entreprises soit prise pour compte. Une petite entreprise a besoin d'expansion pour garder ses jeunes, la même chose pour la municipalité qui a besoin de nouveaux projets pour garder les jeunes sur leur territoire;

Que la gestion des fumiers liquides soit possible;

140 Que le ministère de l'Environnement respecte les demandes qui ont été déposées avant le moratoire. Le projet qui est bon en décembre deux mille un (2001) doit être bon en mai deux mille deux (2002).

Merci.

145 **LA PRÉSIDENTE :**

Je vous remercie, monsieur Soucy.

150 Est-ce qu'on vous donnait des raisons lorsque vous vous informiez de l'état d'avancement de votre dossier? Est-ce qu'on vous donnait des raisons pourquoi ça prenait autant de temps, là, à être analysé?

**M. MICHEL SOUCY :**

155 Quand je les appelais au commencement, ils disaient qu'ils allaient respecter leur trois (3) mois. Ç'a été au bout de trois (3) mois, quand je les ai appelés, là, ils étaient débordés de travail, ils ne fournissaient plus. C'est là que je ne comprenais pas ce bout-là.

**LA PRÉSIDENTE :**

160 Mais vous n'aviez pas plus de raison que ça...

**M. MICHEL SOUCY :**

165 Non, je n'ai eu aucune...

**LA PRÉSIDENTE :**

170 ... autre que ça?

**M. MICHEL SOUCY :**

... raison.

175 **LA PRÉSIDENTE :**

Il n'y avait pas des pièces qui manquaient à votre dossier ou des...?

180 **M. MICHEL SOUCY :**

Non, il manquait... quand j'y ai été le premier coup, il manquait une pièce, c'était un nouveau papier que le gouvernement... le Ministère avait demandé, pour que les municipalités le remplissent. Je l'ai fait remplir, je suis allé leur porter, tout était complet.

185 **LA PRÉSIDENTE :**

O.K.

Avez-vous des questions? Monsieur Dumais?

190

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

Vous... dans vos recommandations, vous dites : «On voudrait que vous recommandiez au gouvernement que la gestion des fumiers liquides soit encore possible». On entend beaucoup de groupes de citoyens qui critiquent cette façon de gérer les déjections. On entend aussi beaucoup de gens qui disent : «Le gouvernement ne devrait pas inciter les producteurs à gérer leurs déjections sous forme de lisier».

195

Pourriez-vous nous dire... quand vous avez élaboré votre projet, vous avez opté comme la plupart des producteurs pour une gestion liquide des déjections, qu'est-ce qui vous a motivé et est-ce que les autorités gouvernementales vous ont comme incité à faire ce choix-là?

200

Alors, comment vous en... quand vous avez élaboré votre projet, là, est-ce que... en particulier, est-ce que gérer de cette façon-là par exemple, plutôt que gérer sur litière, est-ce que ça vous est déjà venu à l'esprit comme une possibilité?

205

Alors, donc, quels seraient vos commentaires par rapport à ces thèmes-là?

**M. MICHEL SOUCY :**

210

Ça ne m'est jamais venu à l'idée. Par chez nous, on est déjà équipé pour le système de fumier liquide. Le gouvernement ne m'a fait aucune recommandation, ni le ministère de l'Environnement, jamais jamais qu'ils m'ont parlé de un ou l'autre. Tant qu'à être...

215 **M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

Quand vous dites : «Par chez nous», là, vous voulez dire votre ferme à vous...

**M. MICHEL SOUCY :**

220

À moi.

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

225

... qui est une ferme laitière?

**M. MICHEL SOUCY :**

Oui.

230

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

Vous gérez sur... vous avez... vous gérez sur fumier liquide... sur lisier votre ferme laitière?

235

**M. MICHEL SOUCY :**

Oui.

240

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

J'imagine que vous avez changé du solide au liquide à un moment donné?

**M. MICHEL SOUCY :**

245

Oui, ça fait onze (11) ans.

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

250

Et au moment où vous avez fait ça, qu'est-ce qui vous avait motivé, aussi?

**M. MICHEL SOUCY :**

255

Moi, d'après moi, c'est plus propre. Voyager la... quand vous passez dans le chemin, là, vous voyez les épandeurs, ils en déversent un peu, ça «dompe» dans les côtés, c'est des choses que vous ne verrez jamais dans le fumier liquide. La façon que c'est épandu dans le champ, c'est uniforme, la terre l'absorbe bien.

260

C'est vrai qu'aujourd'hui, il y a des épandeurs à fumier solide qui sont plus performants, mais v'là dix (10) ans, les épandeurs étaient moins performants, ça faisait des gros mottons, je ne sais pas si vous comprenez ce que ça veut dire? Des gros mottons, puis là, tu arrivais avec la faucheuse là-dedans, puis tu ramassais ça. Dans le liquide, ça ne fait jamais ça.

265

Puis quand vous parlez de la senteur. Nous autres, on est dans un rang, il y a... quand j'ai commencé le projet, je suis allé voir le monde. Je ne l'ai pas dit... je n'ai pas commencé par en arrière parce que quand ça se met à mal aller, ça va mal en maudit, quand c'est mal commencé. Moi, j'ai commencé comme il faut, je suis allé voir si... s'il y avait eu un accrochage, on se serait expliqué, essayé de venir à une entente. Mais le monde disait : «Ah, si tu continues à travailler comme tu travailles là, pas de problème, on n'en aura pas de problème, nous autres». Mais... puis, on aurait fait attention.

270



275 Si les gros... il y a eu des... on pourrait dire qu'il y a eu des abus là-dedans, mais c'est une petite majorité. Même dans le fumier solide, là, il y a eu des... avec des épandeurs, il y a encore des abus, mais c'est... le monde sont de plus en plus consciencieux, ils savent l'importance de faire attention.

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

280 Je ne veux pas vous demander de dénoncer qui que ce soit, là, mais quand vous dites que même dans le fumier solide, il peut y avoir des abus, ce serait quoi des abus qui pourraient survenir dans... avec la gestion du fumier solide?

**M. MICHEL SOUCY :**

285 Des abus. Des fois, vous voyez, il y en a qui vont charrier, le chemin, il va être sale du tas de fumier aller jusqu'au champ. Ça, là, je n'ai pas besoin de... vous le savez, vous en avez déjà vu, tout vu de ça, ça arrive dans le champ, ça «dompe» mal. Mais c'est toujours... il y en a peut-être bien un par paroisse de ça.

290 C'est pour dire que ce n'est pas rien que le liquide qu'il peut avoir des abus; le solide, il y en a eu aussi. Il va peut-être bien en avoir encore, mais ça me surprendrait, avec des gestions des... avec nos agronomes, nos clubs avec qui on travaille. La plupart des producteurs, aujourd'hui, travaillent avec leur club, ils sont plus portés à faire attention.

295 Puis une chose aussi, v'là dix (10) ans, là, un tas de fumier derrière l'étable, là, c'était un embarras. Aujourd'hui, c'est une matière fertilisante très importante qu'on fait attention, puis on ne veut pas en perdre, puis le «domper» dans le bord des fossés, des affaires de même, je ne sais pas si ça se fait encore. Moi, chez nous, ça fait longtemps qu'on fait bien attention à ça. On fait... on ne... moi personnellement, je n'ai jamais fait ça, j'ai tout le temps calculé que c'était bon.

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

305 Vous voulez dire, garder un espace, là, entre...

**M. MICHEL SOUCY :**

Oui.

310 **M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

... la chaussée puis l'endroit...

**M. MICHEL SOUCY :**

315

Oui.

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

320 ... où vous épandez?

**M. MICHEL SOUCY :**

325 C'est un espace, ce n'est pas... il ne faut pas avoir un espace bien bien large, là, mais quand tu fais attention, là, puis tu en mets en couche... mais nous autres, chez nous, on met toujours en couche mince pour... parce qu'on a assez grand de terre, pour couvrir le plus grand possible. Parce que ce n'est pas l'épaisseur qui fait que c'est bon pour la plante, hein, c'est d'en avoir.

330 **M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

335 Et toujours sur ce même thème-là, il y a beaucoup de gens qui critiquent le lisier, qui disent que ça appauvrit le sol, que ça détruit l'humus, que ça détruit les vers de terre, qu'après un certain temps la fertilité est affectée. Alors, vous ne l'utilisez pas dans le porc, mais dans le lait, là. Et vous, est-ce que vous pouvez... j'imagine, comme tous les producteurs, vous suivez... vous connaissez votre terre, avez-vous observé des choses du point de vue de la fertilité, du point de vue du contenu en humus du sol, ce type de déjection-là?

**M. MICHEL SOUCY :**

340 Ça, parce que... il y en a plusieurs qui arrivent avec cette intervention-là, moi, je n'y crois pas «pantoute». Onze (11) ans de fumier... du lisier que j'étends sur mes terres, là, si vous verriez le foin que je sors là-dessus, puis le... tous les... des vers, il y en a... ce n'est certainement pas ça qui empêche les vers de venir dans la terre.

345 Puis pour la matière fertilisante, là, moi, j'ai des champs, ça fait des années qu'ils n'ont jamais eu d'engrais chimique, puis ils ont seulement que du lisier dans... peut-être des fois j'y vais deux (2) fois par année, des fois on y va une fois, en couche mince, il sort du foin là, c'est épouvantable.

350 Un bon lisier, c'est meilleur qu'un engrais chimique, puis beaucoup supérieur... peut-être qu'il manque des matières dans le fumier, là, peut-être que... il y a certaines plantes qui ont de la misère, que ça leur prendrait un engrais chimique, mais il y en a d'autres qui poussent, ça... hein, avec beaucoup de fumier, bien, c'est eux autres qui ont la chance, ils se battent pour avoir le terrain.

**LA PRÉSIDENTE :**

360 Monsieur Marquis?

**M. ALFRED MARQUIS, commissaire :**

Merci, Madame la Présidente.

365 Je n'ai pas le REA devant moi, mais est-ce que vous pouvez nous dire qu'est-ce qui empêche l'émission de votre certificat d'autorisation maintenant? Est-ce que Saint-Alexandre est dans une ZAL, ou c'est quoi le facteur qui empêche? Est-ce que c'est parce que vous n'avez pas, en propriété, les surfaces qu'il vous faut pour épandre le lisier?

370 **M. MICHEL SOUCY :**

Ils ne m'ont pas donné de raison... j'ai reçu les papiers, ils m'ont tout retourné le dossier v'là un mois, ils m'ont dit que par rapport – attends un petit peu – la loi qui a passé...

375 **M. ALFRED MARQUIS, commissaire :**

Au REA? Par rapport au REA?

**M. MICHEL SOUCY :**

380 Oui, que c'est impossible pour moi de...

**M. ALFRED MARQUIS, commissaire :**

385 O.K. Mais c'est qu'il faut une raison, c'est-à-dire que... vous n'êtes pas dans une ZAL... à Saint-Alexandre...

**M. MICHEL SOUCY :**

390 Oui, Saint-Alexandre, ils l'ont mis dans une ZAL. Ce n'est pas compliqué, ils ont mis toutes les paroisses dans une ZAL, même s'ils n'ont pas de porcheries. Même s'ils n'ont pas rien, ils les ont tous mis pareil. Ils ne se sont pas fatigués bien bien à chercher.

Ils doivent bien... s'ils me diraient que Saint-Alexandre est en surplus, c'est impossible.  
395 Je ne sais pas où est-ce qu'ils ont pris ça, mais...

**LA PRÉSIDENTE :**

400 Comment recevez-vous l'information sur les nouvelles technologies, les nouvelles façons de faire, les bonnes pratiques agricoles? Comment ça parvient à vos oreilles?

Moi, j'ai un agriculteur devant moi, là, j'aimerais ça qu'il partage avec moi sa... comment il va chercher son information, puis qu'il améliore continuellement ses façons de faire sur sa ferme.

405

**M. MICHEL SOUCY :**

Moi, je suis abonné à toutes les revues agricoles qui sont possibles, je les ai toutes, puis je les lis toutes.

410

À part de ça, on va beaucoup sur Internet, prendre des matières, là... j'ai déjà... on s'est déjà enligné dans... je fais du semis direct chez nous, puis pour savoir comment aller chercher des techniques, j'ai pris une technique de la Belgique. J'ai pris un producteur qui était en Belgique, tout à coup j'ai trouvé ça sur Internet, semis direct, tout à coup, je me suis ramassé en Belgique, puis c'est avec eux autres que j'ai réussi à monter pour avoir une bonne récolte. Eux autres, c'était... ils travaillaient beaucoup avec du fumier, c'est du semis direct. Ç'a l'air que le semis direct, ça marche seulement avec de l'engrais chimique, mais il y a d'autres choses. Ça ne marche pas... seulement avec des engrais chimiques, mais ça ne marche pas seulement avec des engrais, ça marche avec du fumier aussi.

420

**LA PRÉSIDENTE :**

Est-ce qu'il y a des... comme vous avez un conseiller en agroenvironnement...

425

**M. MICHEL SOUCY :**

Oui.

**LA PRÉSIDENTE :**

430

... est-ce qu'il y a d'autres personnes également qui vous apportent de l'information?

**M. MICHEL SOUCY :**

435

Bon. On a toujours nos techniciens de coopératives avec qui il faut travailler. Mais un conseiller en agroenvironnemental, là, cest... ils sont moins attachés à des compagnies, ils sont plus libres de parler. Tout à coup, ils nous arrivent... notre intervenant de coopérative va nous proposer un projet, ça prendrait... «Il faut que tu irais...»... il donne des recommandations. Notre conseiller regarde ça : «Ils ont été un peu fort, peut-être si tu irais de même, ce serait mieux».

440

**LA PRÉSIDENTE :**

Il fait partie d'un club agroenvironnemental, votre conseiller?

445

**M. MICHEL SOUCY :**

Notre... -- je parle de mon conseiller, là, de coopérative.

450

**LA PRÉSIDENTE :**

O.K. O.K., vous faites partie d'une coopérative?

**M. MICHEL SOUCY :**

455

Oui.

**LA PRÉSIDENTE :**

460

O.K.

**M. MICHEL SOUCY :**

465

Puis là, je... j'aime ça travailler avec plusieurs intervenants. Peut-être le conseiller agroenvironnemental, lui... tu sais, ils marchent serrés en maudit ces années-ci, eux autres. Je te dis qu'il ne faut pas trop... il faut faire attention à tout, ils ont... c'est qu'ils vont toujours avec le minimum du minimum.

470

Mais moi, d'après moi, je trouve que c'est faible. Ma relève arrive, c'est bien correct, eux autres, aïe, c'est beau, ce qu'ils... ils boivent les paroles du conseiller, eux autres. Moi, je suis toujours sceptique à tout, je fais attention à tout.

**LA PRÉSIDENTE :**

475

Vous analysez les choses avant de prendre votre décision?

**M. MICHEL SOUCY :**

480

J'analyse. C'est pareil, nous autres, on... quand on étend du fumier, aïe, il y a le registre dans le tracteur, de marquer tel champ... eh maudit, moi, j'ai de la misère avec ça. Mais pas pire, chez nous, ce n'est pas moi qui étends. Les jeunes, eux autres, là, tout tout est rentré, ils savent où est-ce qu'ils vont. Bien, je les laisse aller avec ça, tu sais.

**LA PRÉSIDENTE :**

485

Ça me fait rire quand vous dites : «Les jeunes», vous ne vous trouvez pas jeune?

**M. MICHEL SOUCY :**

490

J'ai su que j'allais être grand-père hier, madame!

**LA PRÉSIDENTE :**

495

Non, mais ça ne veut rien dire, ça! J'ai connu des grands-mères qui avaient trente-cinq (35) ans!

Alors, écoutez, on vous remercie d'avoir partagé avec nous votre expérience et de nous avoir donné votre opinion sur le dossier de la production porcine.

500 Merci.

**M. MICHEL SOUCY :**

505 O.K. Je vous remercie.

**LA PRÉSIDENTE :**

Maintenant, j'invite... alors, j'invite monsieur Olivier Pelletier-Proulx.

510 Il me semblait qu'il y avait un petit air, un petit air de ressemblance.

Bonjour!

**M. OLIVIER PELLETIER-PROULX :**

515 Bonjour. Madame la Présidente, Messieurs les Commissaires. Permettez-moi de vous présenter mon histoire.

520 Depuis des siècles, ma famille occupe le territoire qui est maintenant aussi le mien, et cela depuis bien longtemps avec moi puisque je suis la sixième génération à cultiver la terre avec l'utilisation des déjections animales comme amendements.

525 Je désire vous présenter un bref historique de ma future ferme. Je dis «future» parce que, avec mon père, nous sommes en période de transfert.

Oublions les trois (3) premières générations et partons avec mon grand-père.

530 Au milieu des années... au milieu du dix-neuvième siècle, comme la plupart des cultivateurs, mon grand-père possédait une ferme diversifiée pratiquant une agriculture dite paysanne, il avait des vaches, des cochons, des poules, des moutons et un cheval. Tous ces fumiers produits servaient principalement à la fertilisation des patates, quelques arpents en céréales et en fourrage, peu d'engrais chimiques utilisés malgré la production de pommes de terre.

535 Sur la terre de mon grand-père, il y avait un tiers de sable, il y a encore un tiers de sable, de loam sableux pour la culture des pommes de terre et le reste était en argile. Mon grand-père n'hésitait pas à être à la recherche d'autres fumiers car celui produit à la ferme était insuffisant pour bien fertiliser.

540            Encore une fois, mon grand-père n'était pas partisan du chimique, préférant le bon fumier. Je me rappelle encore quand j'étais jeune lorsque mon grand-père venait à la maison, il n'hésitait pas à empocher du compost que mon père faisait avec du lisier de porcs et du bran de scie pour améliorer son jardin. À cette époque-là, il avait quatre-vingt-six (86) ans.

545            Dans les dernières années de grand-père, la mécanisation a fait son entrée lentement. Lorsque mon oncle Marcel est devenu propriétaire, dans les années soixante-dix (70), les vaches ne l'intéressaient pas, mais étant convaincu qu'il préférerait cultiver des terres avec du fumier, il s'est tourné vers la production porcine. En mil neuf cent soixante-treize (1973), avec cent vingt-cinq (125) truies, il voyait avec cet élevage une production d'engrais organique  
550 précieuse à ses yeux car mon oncle est de la catégorie des biologiques, d'où l'importance du fumier.

              Durant la même période, mon père terminait son cours en technologie agricole. Comme il dit, après deux (2) ans sur le marché du travail, il voit une chance rêvée d'être agriculteur en  
555 s'associant avec mon oncle. En mil neuf cent soixante-quinze (1975), il augmente le troupeau à plus de deux cent cinquante (250) truies, modèle naisseur, la terre étant toujours une partie importante et omniprésente.

              Après une crise majeure dans le porc, début des années quatre-vingt (80), il a nécessité  
560 une réforme de la ferme. Mon père prend la production porcine et mes oncles gardent les terres avec l'obligation de mon père que tout le fumier produit à la ferme serve à fertiliser les champs de mes deux (2) oncles, car ils veulent maintenir la culture de céréales biologiques. Cependant, cette partie n'étant pas assez rentable, graduellement mes oncles travaillent de plus en plus chez Bombardier. Après quelques années, avec la constance du gagne-pain que  
565 constitue Bombardier, mes oncles, ceux-ci délaissent graduellement la culture et mon père reprend la place laissée proportionnellement par mes oncles.

              Pour mon père, la terre est importante également, mais il est moins allergique au chimique que mes oncles, il croit que le chimique doit servir de complément seulement. À la fin  
570 des années quatre-vingt (80), il diminue le troupeau à cent cinquante (150) truies et devient, en gardant les mêmes bâtisses, naisseur-finisser.

              Depuis les années mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990), il a racheté les terres voisines, ce qui fait qu'en deux mille trois (2003), on cultive cent soixante (160) hectares en propriété et  
575 quarante (40) hectares en location, ce qui nous permet de faire une rotation des cultures sur quatre (4) ans, céréales et oléagineuses.

              Depuis mon tout jeune âge, je veux être agriculteur. De ce fait, nous sommes en période de transfert. J'ai étudié en production porcine à Saint-Anselme et en production maraîchère à l'ITA à La Pocatière. Je viens d'acheter la maison de mon oncle, celle où ma  
580 mère est née, celle où mon arrière-grand-père... celle de mon arrière-grand-père.

              Comme je vous le disais précédemment, les porcheries ont été construites au début des années soixante-dix (70), ce qui fait qu'aujourd'hui, elles fêtent leur trente (30) ans. Elles

585 auront besoin de modernisation. J'aimerais, comme mon grand-père a fait, comme mon oncle a  
fait, comme mon père a fait, j'aimerais en prenant la ferme, comme eux, faire des améliorations,  
voir même un agrandissement. Les mêmes cent cinquante (150) truies en quatre-vingt-dix (90)  
qui produisaient seize (16) porcelets, avec les nouvelles technologies, elles en produisent  
590 maintenant vingt (20). Puis pour faire encore mieux, il faudrait que je vise vingt-deux (22) et  
vingt-quatre (24) porcelets par truie, comme les banquiers le souhaitent, je devrais agrandir afin  
de «détasser» les animaux, advenant le cas d'une augmentation de production.

Un autre héritage de mon grand-père et mon oncle m'ont laissé, c'est mon petit côté bio.  
Aujourd'hui, je connais la terre comme mon grand-père la vivait. Les loams sableux servent à  
595 produire les pommes de terre biologiques, les... et des asperges biologiques, et ils sont  
engraissés avec du lisier et du compost. Dans deux (2) ans, j'aurai terminé de transformer  
quarante (40) hectares de terre en certification biologique, pour le moment le reste est en  
conventionnel.

600 J'ai les terres pour doubler la production de porcs, j'aimerais doubler cette production  
avec le maraîcher, avoir deux (2) employés. De cette façon, je pourrais m'approcher du même  
régime de vie que la majorité des gens de ma génération connaissent. Je pourrais avoir un peu  
plus de liberté tout en faisant mes soixante-dix (70) heures par semaine et me permettre de  
passer plus de temps les fins de semaine avec ma femme et mes enfants.

605 Madame la Présidente, Messieurs les Commissaires, dans la proposition que je vous...  
vous soumettez au gouvernement, permettez-moi, Madame la Présidente, Messieurs les  
Commissaires, de souhaiter pouvoir continuer à améliorer le bien de mes ancêtres.

610 Bien des économistes vous diront que cent cinquante (150) truies, naisseur-finisseeur, ce  
n'est pas un modèle des plus rentables, mais avec deux cent cinquante (250) truies,  
naisseur-finisseeur, quarante (40) hectares en biologique, cent soixante (160) hectares en  
céréales pour nourrir mes porcs, peut-être que je pourrais bien tirer mon épingle du jeu.

615 Quant à la cohabitation avec mes voisins, ils m'ont vu naître, ils me connaissent, j'ai  
même passé l'halloween chez eux quand j'étais jeune, on se parle, puis en période d'épandage,  
on avertit nos voisins et c'est rentré dans nos habitudes, il n'y a pas de problème avec nos  
voisins.

620 **LA PRÉSIDENTE :**

Je vous remercie.

625 La production biologique... sur une production biologique, là, vous pouvez épandre du  
lisier comme fertilisant?

**M. OLIVIER PELLETIER-PROULX :**

Oui.



630

**LA PRÉSIDENTE :**

Oui? C'est autorisé, là, dans les...

635

**M. OLIVIER PELLETIER-PROULX :**

Oui, il y a des...

640

**LA PRÉSIDENTE :**

... le cahier des charges?

645

**M. OLIVIER PELLETIER-PROULX :**

Oui, il y a des... tu ne peux pas utiliser n'importe quoi, il y a des normes spéciales pour le fumier liquide, mais ça se fait.

650

**LA PRÉSIDENTE :**

O.K. On a eu plusieurs jeunes qui sont venus au cours de cette consultation publique nous dire que ce n'était pas facile, c'était difficile de partir en production. Est-ce que vous avez éprouvé ce type de difficulté?

655

**M. OLIVIER PELLETIER-PROULX :**

Oui, ça fait partie des raisons pourquoi je suis allé à l'école deux (2) fois. J'ai fait un cours en production porcine pour commencer, puis je pensais être bon pour m'en sortir avec ça facilement. Quand je suis revenu à la ferme, il y avait les problématiques avec les porcheries et je voyais bien que ça allait être difficile de... avec la rentabilité de la ferme présentement, d'être capable d'acheter la ferme pour pouvoir faire un petit agrandissement pour que ce soit rentable dans le futur. Ça allait être difficile.

660

665

Ça fait que j'ai retourné à l'école, j'ai étudié en maraîcher. En ressortant de l'école, j'ai commencé à essayer de prendre un petit peu d'expansion en maraîcher, biologique, ça... pour moi, je trouvais ça plus facile pour la mise en marché, puis c'est encore... c'est difficile.

Même avec deux (2) cours, c'est encore difficile.

670

**LA PRÉSIDENTE :**

Puis, point de vue financement, est-ce que c'est difficile aussi?

**M. OLIVIER PELLETIER-PROULX :**

675 Oui. Mon père, là-dessus, il est capable de m'aider, veux veux pas, ça... je n'aime pas  
tout le temps ça, mais les banquiers, ils aiment ça, eux autres, qu'il m'aide beaucoup, ça fait que  
je n'ai pas le choix. Mais c'est... l'entreprise... l'entreprise maraîchère est en démarrage,  
peut-être que dans le futur, ça pourrait être assez rentable, pour l'instant, là, on espère en avoir  
plus un petit peu.

680

**LA PRÉSIDENTE :**

Monsieur Dumais?

685

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

Étant donné que vous êtes impliqué dans de la production biologique, ce serait  
intéressant de vous entendre parler un peu plus du lisier parce que généralement, les gens qui  
sont sensibles au biologique, ils disent qu'une production de lisier, ça empoisonne les terres,  
690 que ça détruit l'humus, ça détruit les vers de terre, que ce n'est pas une bonne manière de faire  
les choses et que la production sur fumier solide est beaucoup plus conforme à la philosophie  
du biologique, que les déjections produites de cette manière-là nourrissent la terre et que ça,  
c'est vraiment une bonne façon de faire et que le lisier, ce n'est pas une bonne façon de faire.

695

Alors, êtes-vous un peu tiraillé, vous, entre les deux (2) choses? Et comment vous  
voyez ça, tout ce débat-là?

**M. OLIVIER PELLETIER-PROULX :**

700

Il n'y a pas de problème, je ne suis pas tiraillé, je suis assez convaincu sur le liquide,  
c'est pas mal mieux.

En étant biologique, la plupart des biologiques se soucient beaucoup du confort des  
animaux, puis moi, dans ma porcherie, je trouve que mes animaux sont plus confortables quand  
705 ils ne sont pas couchés dans leur «marde». Je m'excuse l'expression, là. En étant sur de la  
litière, ils sont tout le temps en contact avec leur fumier, puis je ne pense pas que c'est  
agréable pour eux autres, puis pour moi non plus.

710

Quand ils sont sur le liquide, bien, c'est comme si je leur montrais à être propres, comme  
mon enfant, je lui montre à aller sur la toilette, c'est aussi simple que ça. Quand ils font leurs  
déjections, ça «flushe» automatique, ça fait qu'ils ne sont jamais en contact avec ça. Je  
considère que c'est plus confortable. C'est pareil comme mon enfant, je lui change la couche,  
là, bien, je ne le laisse pas dans son caca longtemps.

715

Puis, pour ce qui est des terres puis le fumier solide... moi, je fais de la production de  
pommes de terre. La pomme de terre, quand on lui amène un amendement organique, ça peut  
causer des gros problèmes parce que ça débalance ton sol. Avec les microorganismes, si  
ton... si ta matière organique n'est pas assez décomposée, puis ça peut causer de la galle à tes  
pommes de terre, ce qui amène des grosses pertes de rendement. Ça fait que le compost,

720 dans mon cas, ça se trouve à causer des gros problèmes pour la production de pommes de  
terre, ça fait qu'en amenant du fumier liquide, j'ai mes éléments fertilisants sans débalancer  
mon sol, sans causer des problèmes, parce que ce qui cause la galle, c'est une compétition  
entre une bactérie puis un champignon, puis la matière organique, elle débalance ça, ça cause  
le problème.

725

Ça fait que dans mon cas, c'est...

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

730

Justement, vous dites que vos pommes de terre, vous les cultivez dans la partie  
sableuse de la terre, et les critiques de la gestion liquide, il n'y a pas de cas qui leur fait plus  
dresser les cheveux sur la tête que mettre du lisier sur un sol sableux parce qu'on dit : «C'est  
un sol qui est perméable et le nitrate qui est contenu dans les déjections liquides sont... le  
nitrate est à ce moment-là sous une forme plus facilement lessivable et ça s'en va directement  
735 dans la nappe phréatique», disent-ils.

735

Alors, vous, comment vous percevez ça et... par rapport à un type de sol comme celui  
sur lequel vous épandez le lisier?

740

**M. OLIVIER PELLETIER-PROULX :**

La matière organique dans nos sols des sables chez nous est quand même assez  
élevée, on parle de six (6 %), sept (7 %) à huit pour cent (8 %) de matière organique, c'est  
quand même bon, ça capte beaucoup d'éléments.

745

Pour en expliquer davantage au niveau du liquide puis des problèmes qu'il pourrait y  
avoir avec l'infiltration, je ne suis pas un expert dans le domaine, mon agronome a fait les plans  
de fertilisation, il m'a conseillé d'épandre les quantités que j'épands présentement. Puis mon  
grand-père en faisait de la pomme de terre avec du fumier, il était solide par exemple, mais mes  
750 parents, à partir de mon oncle, ça fait trente (30) ans qu'ils fertilisent les terres, même les terres  
sablonneuses, avec du fumier liquide, puis il n'y a pas un puits chez nous qui est contaminé.  
Ça fait que je ne crois pas qu'il pourrait y avoir de grosses problématiques.

750

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

755

L'avez-vous fait analyser?

**M. OLIVIER PELLETIER-PROULX :**

760

Oui, on l'a fait analyser, puis ils ont passé avec mention supérieur, qu'ils pourraient  
pratiquement être embouteillés.

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

765 Merci.

**LA PRÉSIDENTE :**

770 Monsieur Marquis?

**M. ALFRED MARQUIS, commissaire :**

Merci.

775 Avec les réponses que vous venez de donner à mon collègue, ma question ne fait peut-être pas tellement de sens, mais que pensez-vous de la production porcine biologique?

**M. OLIVIER PELLETIER-PROULX :**

780 Ça me fait rire. Ça me fait beaucoup rire la production porcine biologique parce que, comme je l'ai expliqué un peu tantôt, ils demandent que les animaux soient gardés avec leur fumier, tandis que j'aime mieux les séparer, mais en tout cas.

785 J'ai... j'en ai parlé avec... moi, je suis certifié avec l'Organisme de la certification Québec. Vrai, j'en ai parlé avec la directrice générale, Julie Fréchette, à propos des normes qu'ils utilisaient pour la production de porcs biologiques, puis elle en est arrivé aux mêmes conclusions que moi que, pour l'instant, la production biologique, de porcs biologiques, ça ne pouvait pas vraiment être possible avec les normes qu'ils mettent présentement parce que les normes, elles... d'une norme à l'autre, elles se contredisent.

790 Ils disent qu'ils préfèrent qu'il soit élevé sur solide, puis ils disent qu'il peut être élevé sur une surface semi-lattée. Tu ne peux pas faire du solide sur une surface semi-lattée, tu perdrais ta litière, ça fait qu'il y a cette contradiction-là.

795 Ils demandent que les porcs s'en aillent à l'extérieur, puis l'Environnement dit qu'il ne faut pas que les cochons aillent à l'extérieur, il y a encore une problématique là.

Puis ils disent dans leurs normes qu'ils ne vont pas aller contre les lois de l'Environnement, ça fait que ça ne marche pas.

800 Il y a plein de facteurs comme ça qui ne fonctionnent pas, là. J'en avais parlé avec Julie, puis elle était d'accord. Ils sont supposés de réviser, ils ont regardé pour réviser les normes, puis je n'ai pas reçu les nouvelles normes, là. Mais pour l'instant, ça n'avait pas beaucoup de bon sens.

805 **M. ALFRED MARQUIS, commissaire :**

Je pense qu'il y a une ambiguïté, peut-être une petite erreur en ce qui concerne la possibilité d'envoyer des animaux à l'extérieur. Ceci, on en a déjà discuté au cours de la...

810 dans les audiences, et le ministère de l'Environnement, si j'ai bien compris, n'est pas contre que  
les porcs aillent à l'extérieur. Cependant, s'ils sont au pâturage, on doit respecter les normes  
des animaux au pâturage en terme de densité animale pour l'épandage du phosphore et, sinon,  
ils peuvent être à l'extérieur, mais sur une plate-forme solide, donc ça fait des porcs sans abri...

815 **M. OLIVIER PELLETIER-PROULX :**

O.K.

820 **M. ALFRED MARQUIS, commissaire :**

... mais ils peuvent être à l'extérieur. Je crois que c'est ça, c'est...

**M. OLIVIER PELLETIER-PROULX :**

825 Ça se peut que ce soit quelque chose du genre.

**LA PRÉSIDENTE :**

Le ministère de l'Environnement nous... hoche la tête et confirme que c'est exact.

830

Ça va?

Alors, on vous remercie d'avoir partagé avec nous votre expérience et de nous avoir  
donné votre opinion sur ce dossier.

835

Maintenant, j'invite le Centre québécois d'expertise en production porcine.

**M. RÉMI FAUCHER :**

840

Madame la Présidente.

**LA PRÉSIDENTE :**

Bonjour.

845

**M. RÉMI FAUCHER :**

Il nous manque une personne. On peut le présenter tout de suite ou...

850

**LA PRÉSIDENTE :**

Oui.

**M. RÉMI FAUCHER :**

855

... si vous avez la possibilité de changer avec quelqu'un d'autre qui est déjà prêt pour... qui vient à la suite, on préférerait, si c'est possible.

**LA PRÉSIDENTE :**

860

C'est possible. Alors, on va inviter plutôt... -- vous me ferez signe quand la personne arrivera, d'accord?

865

On invitera le Groupe conseil... on va inviter plutôt le Groupe conseil agricole de la Côte-du-Sud, madame Sylvie Choquette et monsieur Jean-Louis Caron.

Il y a un petit changement?

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

870

Il y a un changement, monsieur Jean-Louis Caron n'est pas encore arrivé, ça fait que...

**LA PRÉSIDENTE :**

875

Ah. Mais aimez-vous mieux qu'on attende?

Je n'ai pas...

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

880

Bien, je... à moins que vous ayez un autre... si votre troisième personne n'est pas arrivée...

**LA PRÉSIDENTE :**

885

Est-ce que madame Bouchard est arrivée?

Oui? Alors, on va passer à madame Bouchard.

890

Ça va, madame Bouchard, vous êtes prête?

Alors, j'invite le Groupe de citoyens de Cacouna et des alentours.

**MME LUCILLE BOUCHARD :**

895

Bonjour, Madame la Présidente.

**LA PRÉSIDENTE :**

900 Assoyez-vous, madame, parce qu'il faut parler devant le micro.

**MME LUCILLE BOUCHARD :**

905 Oui. C'est que je suis plus à l'aise debout, mais je vais m'asseoir.

Bonjour, Madame la Présidente.

**LA PRÉSIDENTE :**

910 Bonjour.

**MME LUCILLE BOUCHARD :**

915 Bonjour, Messieurs les Commissaires.

On dit «le groupe», mais c'est des gens à Cacouna ou des alentours que presque tous travaillent aujourd'hui, puis, alors, manquer une journée de travail, des fois, ça peut être assez dispendieux pour eux, puis...

920 **LA PRÉSIDENTE :**

Ils vous ont déléguée.

**MME LUCILLE BOUCHARD :**

925 C'est ça. Ils ont dit : «Tu es à la retraite, toi, lance-toi». Ça fait que... puis ça fait, en même temps, le devoir, hein, des fois il faut.

930 Bon. Au début, je vais vous dire que dans notre mémoire... parce que je l'ai rédigé vite, là, vous avez dû trouver peut-être quelques petites fioritures de français, la raison, c'est que j'ai travaillé vingt-cinq (25) ans pour une compagnie, dix-huit (18) ans en anglais. Quand la francisation est arrivée, là, je me suis remise, j'en ai presque perdu mon français durant ces dix-huit (18) ans. Mais là, avec le BAPE, là, ça s'en vient...

935 **LA PRÉSIDENTE :**

Parfait.

**MME LUCILLE BOUCHARD :**

940 ... je vais être correcte après.

Je vais vous lire le mémoire.

945 Nous, le Groupe des gens de Cacouna et des alentours, nous avons bien aimé le document pour la protection de l'eau potable au Québec paru dans le journal Le Soleil du samedi le premier (1<sup>er</sup>) mars deux mille trois (2003). C'était vraiment bien, mais nous demandons à monsieur le Ministre André Boisclair, notre ministre de l'Environnement, qui représente fort bien... qui nous représente fort bien -- excusez -- lorsqu'il parle, on s'aperçoit  
950 qu'il a vraiment à cœur cette cause et qu'il connaît sa matière pour avoir été sur le terrain et s'apercevoir de la différence entre la côte sud et la côte nord.

Nous voulons vous dire, Madame la Présidente, que nous, les citoyens de Cacouna et des alentours, souhaitons de voir bientôt un article aussi bien présenté que celui de l'eau  
955 potable, mais cette fois sur l'élevage de porcs sur du solide car, en même temps, il consolidera encore plus fort la protection de l'eau potable.

Les promoteurs devront comprendre... moi, je parle de promoteurs... voulez-vous que je fasse une... parce que... je pense que je vais le faire tout de suite, avec votre permission.

960 Nous, le Groupe de gens de Cacouna et des alentours, qu'on dit de Montmagny à Matane, depuis une assemblée qu'on a eue, c'est un train qui est rendu très gros. Le train est «full», c'est à tous les jours, puis ça continue, on est presque rendu comme le train rapide Montréal-Toronto.

965 On n'est pas contre les agriculteurs, je tiens à le dire, je... il y en a dans la salle, loin de là, parce qu'on sait fort bien que ça prend du porc, ça prend du bœuf. On n'est pas... tu sais, je veux dire, on est réaliste; en deux mille trois (2003), il faut se nourrir aussi. On est avec les agriculteurs, les cultivateurs, on est avec eux autres, et non contre eux autres.

970 Et je continue. Bon, où j'étais rendue? Les citoyens...

Bon. Les citoyens de Cacouna et des alentours souhaitons, bon, de bien voir... là, je vous l'ai dit, l'eau potable, c'est parfait.

975 Depuis quelques années, ces mêmes promoteurs, assistés des lois 184 et 23, et 23 surtout, sans s'occuper du bien-être des gens, ni des agriculteurs, de leurs opinions, aussi sans informer personne, fonctionnent... font... s'organisent avec les agriculteurs pour fonctionner sur une certaine méthode qui n'est... qui est... ça, c'est... je l'ajoute, là, qui est contre... qui vient à  
980 l'encontre, là, que ça fait assez longtemps que ça fonctionne dessus. Mais on n'informe pas personne, la première chose qu'on sait, paf!, c'est fait.

Dans le moment, il y a trente-cinq (35) projets -- je dis trente-cinq (35), c'est peut-être trente-deux (32), c'est peut-être vingt-neuf (29) -- qui attendent, presque tous ces terrains sont  
985 au Bas-Saint-Laurent, c'est probablement prévu pour des parcs d'engraissement, pour du purin probablement; «probablement» que je vous dis.

Sans compter les dommages irréparables déjà faits à l'eau souterraine -- on va laisser faire la nappe phréatique, là, parce que ça mêle du monde beaucoup, on va parler d'eau



990 souterraine -- ce qui explique un peu le manque d'eau, pas nécessairement juste pour ça, mais la qualité de l'eau dans nos municipalités que, depuis huit (8) à neuf (9) ans, où il y a des grosses agglomérations de porcherie sur purin, l'eau diminue de qualité tranquillement. Ce n'est pas les premières années, les cinq (5) premières années.

995 C'est pour ça que je ne veux pas reprendre le monsieur tantôt, là. Quand on dit : «On ne voit rien, on ne voit pas de gros mottons», le motton, tu ne peux pas le voir, il est descendu. Le nitrate, le phosphore, il descend, il ramasse l'eau souterraine, c'est pour ça qu'on ne le voit pas. Qu'est-ce qu'on ne voit pas, ça ne dérange pas, mais un jour, ça va déranger. Ça commence à déranger, il est déjà tard, mais ce n'est pas grave.

1000 Aussi, ces mêmes promoteurs, il faut le dire, parrainés la plupart par l'UPA, qui est dans toutes ces manœuvres... qui, eux, là, dans toutes ces manœuvres, ils ont trouvé leur gain, personne n'a pris le temps d'écouter les gens concernés, il nous semble que cela aurait été la moindre des choses. Après neuf (9) ans de production destructive de notre terre à tous, c'est  
1005 un produit qui va à l'exportation à quatre-vingts pour cent (80 %). Et là, on ne parle pas de la qualité de la viande.

C'est pourquoi, Madame la Présidente, nous, les gens de Cacouna et des alentours, avons posé des actions proactives, c'est ce qui dérange les promoteurs, l'UPA aussi, probablement. D'après eux, il ne faudrait pas dire un mot, aller acheter ton eau potable avec le  
1010 baril bleu en dessous du bras au dépanneur du coin, puis vous n'avez pas le droit de parole. Eh bien, nous leur disons catégoriquement : «Nous sommes très bien informés et nous ne servirons plus de cobayes». C'est ce qu'on dit aux promoteurs : «C'est terminé de servir de cobayes».

1015 Aussi, pour parler de senteur... je vais mettre un point très important sur la senteur parce que j'en ai entendu parler depuis Rimouski, là.

Pour la senteur, une senteur de fumier d'agriculteur, je suis fille d'agriculteur moi-même, j'en ai gratté des porcs, ce n'est pas dommageable, loin de là, les gens de ville devraient venir  
1020 en sentir plus souvent, c'est très bon pour la santé. C'est vrai, c'est très bon pour la santé, ça fait des joues rouges, puis ce n'est pas de problème.

Ce qui n'est pas le cas de l'odeur qui dégage ces fosses à purin lorsqu'elles sont... ont macéré durant cinq (5) à six (6) mois avec le produit à base d'ammoniac -- j'ai le nom, mais je  
1025 ne suis pas certaine du nom exactement qui se place, mais c'est à base de quelque chose -- qui est déposé dans ces fosses durant l'hiver. Au printemps, lors de la vidange de ces fosses, c'est du poison vif. Avec une modification spéciale qui serait très coûteuse, il en ressortirait du pétrole ou de l'électricité, c'est possible. En faisant des grands lits et des grands bacs en  
1030 ciment très très hermétique, avec une toile, laisser macérer, avec des équipements qui sont dispendieux, on peut faire du pétrole ou de l'électricité. Mais ici, de l'électricité, ce ne serait pas rentable parce que l'électricité n'est pas tellement dispendieuse... pour nous elle est dispendieuse, mais pour les gens en Allemagne, elle est encore plus dispendieuse que nous.

1035 Donc, eux le font, de l'électricité avec leur purin. Donc, il ne va pas de purin dans le sol. La France va faire la même chose. La Grande Bretagne s'en vient sur d'autres choses aussi.

1040 C'est pour cette raison, Madame la Présidente, Messieurs les Commissaires, que l'on vous parle de senteur «poisonne». Pour un morceau de linge sur la corde, c'est une senteur spéciale; là, je ne vous parle pas de la senteur normale de fumier, là, je vous parle de la senteur, là, qu'on vient de dire tantôt.

C'est une senteur spéciale que nous ne pouvons presque pas expliquer. C'est unique, elle peut être reconnue de très loin.

1045 Imaginez le travailleur qui doit passer un certain temps dans la porcherie -- un certain temps, c'est assez long parce que... pour faire son travail -- les poumons en prennent un coup, si c'est un fumeur en plus, là, puis ces travailleurs-là, normalement, doivent avoir des masques. Ça, je ne tiens pas... ce n'est pas moi qui le dis, là, des masques, là, à gaz qu'ils appellent, là, avec des choses, là.

1050

Non, les gens rient peut-être, là, mais ça, ce n'est pas moi qui vous le dis, là, c'est vrai, les travailleurs doivent avoir des masques quand ils travaillent dans le «movage», là, du purin en question.

1055

Donc, l'animal qui est là, il n'a pas de masque, lui.

1060 Puis pour répondre aux promoteurs -- vous remarquez, Madame la Présidente, Messieurs les Commissaires, qu'on parle beaucoup de promoteurs, c'est pour ça que je vous dis au début qu'on n'a pas rien contre les agriculteurs, ils n'ont pas peur de... on n'est pas contre l'agriculteur, on est pour, on veut lui aider -- nous pouvons vous dire que lors des visites dans les porcheries -- parce que nous, on a travaillé sur le terrain, pour le dire encore, deux (2) ans, ça va faire la troisième année. Travailler sur le terrain, ça ne veut pas dire d'aller sur un terrain de quelqu'un qui ne nous a pas donné le droit, on est invité, on se fait inviter, on l'avertit -- les gens nous disent que cela veut... les gens disent que cela va créer beaucoup d'emploi sur le purin; c'est ce qu'on entend dire de nos promoteurs.

1065

1070 On peut vous dire qu'après nos visites dans les porcheries sur purin, il y a beaucoup plus de pitons ou de boutons au mur que de travailleurs, je les ai vus de mes yeux. Vous pouvez avoir mille (1000) porcs, un travailleur... un patron, un travailleur. Ça, c'est la vérité.

1075

Sur ce propos, Madame la Présidente, s'il y a une information pertinente, ou Messieurs les Commissaires, que vous voulez avoir, il y a des éminents pneumologues de l'Hôpital Hôtel-Dieu de Québec, deux (2) entre autres, un autre de l'Hôpital Laval, qui nous disent la même chose, on leur pose la question. Ce qui est remarquable, c'est que ces trois (3) pneumologues, ces trois (3) personnes n'ont aucun intérêt dans ces élevages, ça ne leur rapporte aucun gain, sauf celui de la santé des individus, et ils le font très bien.

1075

1080 Ici, je remercie d'avoir placé des audiences. Au début, je me disais : «C'est peut-être une place que les gens disent toute la même chose, on parle, on sort, on rentre, on parle, on sort». Non, aujourd'hui, là, c'est le troisième, je suis convaincue que ce n'était pas ça. Ça nous a donné une chance de pouvoir... -- même si on a des radios, des journaux -- de parler, de donner notre opinion, de placer à notre disposition un moyen qu'on pouvait donner notre opinion.

1085 Car nous, on considère les gens du Bas-Saint-Laurent... habiter... nous habitons une belle pointe de terre qu'est le Bas-Saint-Laurent, bordée par le fleuve du même nom, ce qui donne à nos terres un environnement spécial et artistique et chaleureux.

1090 S'il vous plaît, on demanderait à monsieur André Boisclair, Madame la Présidente, Messieurs les Commissaires, nous comptons sur votre vigilance afin que le moratoire reste en place pour la période que vous avez mentionnée... qui a été mentionnée, c'est-à-dire deux mille cinq (2005). Mais ce n'est pas obligé d'aller jusque-là, en autant que les agriculteurs pourront produire sur un matériel solide... ou il y a aussi, pour l'engraissement, il y a le semi-solide qu'ils appellent, un étage de tourbe, de la paille, puis ils feront leur bâtisse haute -- ça, j'en ai visité --  
1095 après six (6) mois, le compost est fait automatique. Le porc n'est pas dans ses... dans son fumier, comme on a entendu, là, parce qu'ils placent la paille fraîche ou des copeaux de bois ou des... ou du bran de scie, tout se composte automatique.

1100 En six (6) mois, le porc est parti au marché, le compost est prêt à ensacher. Ils font la bâtisse haute parce qu'ils prennent des machines pour aller pelleter ça parce qu'il n'y a personne qui va se lâcher à «broqueter» ça, là, c'est bien beau d'être bon travailleur, là, mais à un moment donné, il y a des limites, là.

1105 La preuve de tout ça, là, ce qu'on vous dit, a été faite lors du BAPE à Rimouski le dix-huit (18) mars deux mille trois (2003), nous avons eu un témoignage d'une famille qui avait commencé l'élevage de porcs sur liquide pour deux (2) ans.

1110 Après deux (2) ans, ils se sont réunis... parce que le père et la mère, là... c'est toute la famille au complet, là, ce n'est pas des bébés qu'il y a dans la famille, là, ils ont vingt-huit (28) ans, vingt-quatre (24) ans, ils prennent leur famille, eux autres aussi. C'est toute la famille qui vit de la porcherie, à Sainte-Isène près d'Amqui.

1115 Et puis ils se sont réunis autour de la table, le père a dit : «Moi, finalement, dans ces conditions-là, j'arrête parce qu'on a un puits artésien qui est assez creux, on a des voisins, on a une belle terre et puis on a des discussions avec tout le monde, puis on a... finalement, moi, je ne suis plus intéressé de continuer. Vous autres, vous êtes jeunes, si vous voulez vous embarquer, allez-y, faites... moi, là...»... ils ont dit : «Non, restez avec nous, on va changer de méthode. On va s'en... on va aller sur du solide».

1120 Ils ont bâti des... un bâtiment à deux (2) étages, c'est vraiment beau à voir. Il se fait une action intér... en tout cas, tous les gens, tout le monde participe, de la famille, puis ils sont sur le solide depuis... ça fait déjà deux (2) ans, là, ils prennent leur deuxième année sur le solide.

Leur compost est vendu... pour ce printemps, là, on n'appelle plus là pour avoir du compost, terminé, tout est vendu.

1125

Il y a deux (2) porcheries à Saint-Gabriel de Rimouski, la même chose, le compost est vendu. C'est du fumier tari, c'est de la terre défaite. On place ça sur nos pelouses, sur nos jardins, sur les champs de patates et puis il ne viendra pas de galles après les patates.

1130

Parce que leur porc est nourri avec du bon grain, des bonnes moulées et puis autant que possible, s'il y a un porc qui a une injection de... qu'ils font venir le vétérinaire, bien, il est vraiment malade, ou ils le sortent de là... le porc ne mange pas de... ils mangent de la bonne nourriture, donc, qu'est-ce qui sort en arrière du porc est bon pour la terre.

1135

La madame nous dit, même, l'atmosphère des voisins s'est toute refaite, puis plus de monde n'a plus peur pour leur puits artésien parce que, de toute façon, voulons ou voulons pas, après neuf (9) ans d'une grosse concentration... dans le Bas-Saint-Laurent, c'est une des grosses concentrations, je ne parle pas de la Beauce parce qu'eux autres, ils nous parlent, puis eux autres aussi sont pris, mais avec des grosses concentrations de purin qui ont été

1140

laissées depuis des années... puis on sait fort bien, Madame la Présidente, Messieurs les Commissaires, que c'est la «tolérance» qui amène le désordre, ça, ç'a toujours été dans n'importe quel domaine.

La madame nous dit aussi que maintenant, elle place son linge sur la corde. Elle-même, là, elle ne pouvait pas l'étendre sur la corde le temps qu'ils faisaient ses purins. Ce n'est pas une senteur de fumier. Une senteur de fumier normale, là, tu mets ton linge sur la corde, tu le rentres, il n'y a rien là, il sent un peu, puis ça s'en va. Mais non, là, tu le relaves, il retourne dans la laveuse; tu ne le sors pas, ce n'est pas compliqué, tu n'as pas besoin de le relaver, tu ne le mets sur la corde.

1145

Là, ils sont... au moins, ils sont tranquilles. Elle dit : «On cultive, on est bien, on est heureux». Elle m'a appelée encore hier, elle était supposée être ici ce matin, je ne sais pas, là, puis elle me dit : «On est heureux, on est content de produire comme ça. Nous autres, jamais qu'on reviendra sur le lisier liquide, jamais. Ne serait-ce pour la pression, pour notre tranquillité, on est content de rentrer le matin dans nos bâtisses. On est content d'en sortir, personne n'est en danger pour sa santé, les enfants, il n'y a pas de problème. On ne respire pas de chimique».

1150

C'est merveilleux, elle se fait vraiment bien entendre, l'histoire de cette famille, elle n'est pas la seule, il y en a deux (2) autres dans le bout de Rimouski, ce que je vous disais tantôt, parce que j'ai sauté un peu le paragraphe, là.

1155

L'Union paysanne prône depuis cinq (5) ans qu'avec ce genre d'élevage, nous aurons bientôt des problèmes d'eau potable, de problèmes de santé, pas des prononcés, mais des enfants qui arrivent dans la nuit à l'urgence étouffés, de... ils sont... dans la nuit, ils ont de la misère à respirer, les parents courent à l'urgence. Pourquoi? Parce qu'ils ont joué dehors

1160

1165

toute la journée, peut-être ils sont dans un environnement plus touché. Ça, c'est des faits vécus, ça, mais qui ne se parlent pas. Il ne faut pas parler de ça, il ne faut pas.

1170            Nous sommes arrivés à ce moment-là fatidique, là, nous sommes rendus au moment, là, que ça commence à paraître, de plus en plus à tous les jours. C'est pour cela que l'Union paysanne et les citoyens de Cacouna et des alentours, nous restons optimistes, il ne faut pas baisser les bras. Ce qu'on veut dire par là, il est presque trop tard. Parce que le nitrate et le phosphore qu'il a pris dans l'eau souterraine, lui, il est parti. Ne le cherchez plus, n'essayez  
1175 plus de l'arrêter, il va de tout côté, dans les fossés, dans les rivières, aussitôt qu'il y a un petit filet à quelque part, dans le fleuve, il va partout. Où il passe, il stérilise. Quand on place un chandail rouge dans de l'eau de Javel, il vient blanc, il vient fleuri, bon, bien, quand ce lisier-là va dans l'eau souterraine, c'est la même chose.

1180            Remarquez, je n'ai fait aucun cours, là, mais avec trois (3) ans de travail sur le terrain, là, je parlais à beaucoup de monde, là, j'en ai appris beaucoup.

Les marais, parlons de nos marais.

1185            Les marais ne sont pas là pour filtrer du purin de porcs ou bovins sur lisier, mais pour protéger notre environnement, c'est indispensable. Il y a dans ces marais des écosystèmes qui ont chacun leur fonction dans l'environnement, comme les arbres de nos forêts filtrent l'air que l'on respire. Ils ne sont pas sur terre pour filtrer du purin, c'est aberrant d'entendre de tels propos des éventuels promoteurs.

1190            La population de Cacouna, ainsi que notre maire, ont bien... on a rendu service à une municipalité... dans le moment, on rend service à une municipalité qui ont du trouble avec de l'eau potable, on leur pompe X gallons d'eau par jour, parce qu'on se dit : «Nous, on a l'eau potable encore».

1195            Dans notre secteur, on n'a pas de grosse amélioration, dans Cacouna et les alentours, là, de... sur le purin, on en avait un qui a été enlevé depuis quatre (4) ans. Le monsieur, maintenant, il fait des balles de foin pour aller dans l'ouest et en Europe parce que l'élevage manque de foin parce qu'il a été une sécheresse l'an passé et aussi que les puits de pétrole ont  
1200 pollué la terre, puis leur terre n'est plus cultivable, les puits qui sont laissés.

Notre maire et nous, Cacouna, comme je vous dis, on a dit : «On va vous les pomper, les gallons d'eau», mais nos puits commencent à baisser. Je ne sais pas comment on va terminer, on a des réunions là-dessus, on va essayer de s'organiser.

1205            Si les promoteurs sont à court d'idée pour construire une maternité sur du solide à Rivière-des-Vases, Monsieur... Madame la Présidente et Messieurs les Commissaires, sur un terrain qui est séparé du fleuve par une belle montagne, nous les invitons à faire un tour à Sainte-Irène près d'Amqui, ou encore à Saint-Gabriel de Rimouski, il y a des porcheries sur du  
1210 solide, des maternités sur du solide, qui fonctionnent très bien, et après rapport de comptable,

ne coûtent pas plus cher parce que ces mêmes producteurs étaient sur le purin avant et ils font la différence.

1215 Ils auront besoin d'autres terrains, les promoteurs, là, les agriculteurs. Quand on parle de trente-cinq (35) projets qui attendent, ça va prendre du terrain pour étendre ce purin-là. Nous leur disons tout de suite que... je ne sais pas, ceux qui sont là dans le moment, c'est vrai que l'infrastructure est vraiment coûteuse, elle n'est presque pas réutilisable parce qu'il y a des grosses fosses. Je regardais ça, c'est presque... mais en tout cas, probablement... il n'y a rien de réutilisable, probablement qu'ils pourraient les réutiliser, mais elles ne sont presque pas  
1220 réutilisables pour du solide, mais les prochaines qui ne sont pas construites, c'est ça qu'on veut dire, nous autres, dans notre action proactive.

1225 Il faudra que tous les gens... on est coude à coude et ces gens... les gens, ils vont comprendre, l'UPA qui les parraine, les promoteurs, tout ce monde-là... les agriculteurs, en réalité, eux autres, ils n'ont pas une grosse part dans ça, ça commence par l'UPA, ensuite c'est le promoteur, ensuite c'est l'agriculteur.

1230 Moi, il y a des agriculteurs qui m'ont dit : «On touche quarante pour cent (40 %)», c'est leur... nous, on trouve qu'il y a quelque chose qui ne va pas, ça devrait être l'agriculteur. L'agriculteur... dans une municipalité, les agriculteurs, ils sont capables de se gérer, ils sont capables de gérer l'argent. Dans la plupart des porcheries, ils sont tous sur leur «ordi», puis c'est tout marqué : «Lui, il est prêt pour la production; elle est prête; l'autre est prête». C'est quand on visite, c'est là qu'on voit comment ils ont évolué avec le temps. Ce n'est pas vrai que les agriculteurs sont en arrière, puis que nous autres, on est contre eux autres, puis ils ne sont  
1235 pas évolués, ce n'est pas vrai. Les agriculteurs, ils sont très bien au courant.

1240 Par contre, s'ils avaient quarante pour cent (40 %), je trouve que c'est très mince pour faire qu'est-ce qu'on leur demande. L'argent devrait être... je ne le sais pas, nous, c'est une opinion qu'on donne, peut-être donner à la MRC qui gérerait les agriculteurs de la municipalité, ce serait sur du solide avec inspection. Le promoteur aurait son argent pareil, donc, lui, c'est le produit qu'il prend et il vend, il y a quatre-vingt-cinq... il y a quatre-vingt pour cent (80 %) l'exportation, à ce moment-là on achèterait plus dans le coin, on aurait de la bonne viande, tout le monde serait content. L'UPA aussi.

1245 Moi, je trouve que l'agriculteur, il est mis de côté dans ça. Il est forcé presque de faire qu'est-ce qu'il fait parce qu'il... moi, je vous le dis parce qu'il y en a qui me l'ont dit. Ils sont sur le purin, il dit : «On est dans le carcan, comme le porc que tu vois, ma fille». C'est ça qu'ils m'ont dit. «On n'a pas le choix. Le porc, on pèse sur le piton, il se couche, puis il se lève, nous autres, il y a juste ça qui nous reste qu'on ne fait pas, là, mais on rentre dans la porcherie, puis  
1250 on travaille».

Moi, je dirais... nous, on veut dire à la firme Laperrière et Verreault, avec ses biologistes, ses jeunes biologistes qui travaillent très bien, ils font bien de se hâter pour la période de rodage ou redémarrage car il y a plusieurs essais depuis deux (2) ans. Nous

1255 espérons qu'ils seront prêts à temps pour l'analyse de l'eau potable d'ici trois (3) ou quatre (4)  
ans, que dans le  
Bas-Saint-Laurent, malheureusement, il n'y aura presque plus de municipalités qui pourront  
boire l'eau, qu'ils diront : «Nous avons de l'eau potable, puits artésiens comme eau de  
municipalité». C'est regrettable, mais c'est ça qu'il va avoir. Mais dans ce temps-là, on espère  
1260 que ces jeunes biologistes-là seront prêts pour l'eau potable et non pour séparer le solide avec  
le liquide sur le purin de porcs, Madame la Présidente.

Parce que, n'oublions pas que toutes les porcheries qui fonctionnent depuis huit (8) ans  
en très grand nombre sur le purin dans le Bas-Saint-Laurent, le nitrate, le phosphore sont  
1265 toujours à l'œuvre en descendant dans l'eau souterraine et continueront de polluer...  
continuent et continueront et on ne peut rien faire pour les arrêter, à moins que quelqu'un aura  
une idée éclairée. Ils sont rendus beaucoup plus loin que le Bas-Saint-Laurent. Dans le fleuve,  
dans les affluents, comme je vous dis, ils continuent, on ne peut rien faire pour ça. Pour le  
moment, pour ce qui est là en place, on ne peut rien faire. Pour ce qui n'est pas en place, par  
1270 exemple, là, on peut faire quelque chose.

Nous terminons, Madame la Présidente, Messieurs les Commissaires.

Notre action est bien claire, nous ne voulons pas, je le redis encore, être contre les  
1275 agriculteurs. On est très conscients, les urbains, même si les gens de milieu urbain... même s'il  
y en a qui nous prêtent des intentions, qu'on pense : «Les agriculteurs... ah, c'est un  
agriculteur, il peut passer à côté». Non. L'agriculteur, il a une profession, moi, je dirais, peut-  
être plus... pas plus, mais égale à la personne qui rentre de huit (8 h) à quatre (4 h), de quatre  
(4 h) à minuit (0 h), de minuit (0 h) à huit (8 h), dans n'importe laquelle industrie. Parce que  
1280 cette personne-là, des fois, elle est prise vingt (20) heures, dix-huit (18) heures, elle ne dit pas  
un mot, puis je suis sûr, dans certains cas, elle ne va pas remplir sa carte pour le temps  
supplémentaire, puis il tombe sur le temps double parce qu'il est après huit heures (8 h) ou  
après minuit (0 h).

1285 Moi, de ce côté-là, je les admire parce que je trouve que les agriculteurs, ils donnent un  
temps formidable, mais on ne voudrait pas qu'ils donnent leur santé non plus au bout du temps,  
là. Parce que j'en connais qui sont... leur santé commence... ils ne peuvent même plus rentrer  
dans leurs porcheries, c'est un employé qui y va. Ça, c'est révélateur. Mais ces personnes-là,  
leurs recours, pour le moment, bien, elles doivent aller à la CSST, c'est ça qu'elles vont faire.

1290 Madame la Présidente, Messieurs les Commissaires, les moratoires, les audiences  
publiques qui ont été placés par monsieur Boisclair -- vous autres aussi, vous êtes avec -- nous  
trouvons que ç'a été une idée... une mesure sage et réfléchie et responsable. Je peux vous  
dire qu'on a apprécié... moi, je vous le dis au nom de tous les gens, on a apprécié.

1295 Parce qu'au début, j'étais... je vais vous le dire, je n'étais pas trop ardente, mais j'ai  
trouvé, de plus en plus en allant écouter aux audiences... parce que ce qui est important, de  
plus en plus avec les années qui s'en viennent, je pense que écouter, c'est une qualité terrible.  
Quand tu as écouté, travaillé sur le terrain, ensuite je pense qu'on peut parler.

1300

Je vais terminer là-dessus.

1305

1310

Madame la Présidente, Messieurs les Commissaires, on vous demanderait, s'il vous plaît, d'intervenir pour nous auprès des gouvernements -- je dis «des gouvernements» parce qu'on est proche des dates, on ne le sait pas -- des gouvernements pour que la Loi 23 -- j'insiste bien sur la Loi 23 -- qui est une loi qui est faite pour... je vais le dire, pour l'UPA et les promoteurs, qui attache les mains de nos élus municipaux que, dans leur propre municipalité, ne puissent pas dire à un promoteur qui arrive avec un projet, il dit : «Présente-nous notre... ton projet», «Je veux faire tant de porcs sur du purin», il ne peut rien dire. Tout ce qu'il peut faire, il sort la main de sa poche, prend son crayon, sa plume et signe le document. Le promoteur part et fait qu'est-ce qu'il veut.

1315

Cette loi-là vient à l'encontre de l'agriculteur et du cultivateur, l'agriculteur, cultivateur, agri... le mot que vous voudrez. Vient à l'encontre de nos élus municipaux qui ont les mains attachés. Ça peut être même le secrétaire trésorier qui signe le document; je vais vous dire, ça va jusque-là. Et puis tout est parti. La machine est partie, on n'a plus rien à dire. «Payez des taxes, taisez-vous, tout est fait».

1320

Ce n'est pas un reproche, ça arrive que tout le monde peut se tromper, nous autres aussi, on peut se tromper dans nos demandes. Mais la Loi 23, s'il vous plaît, rempla... soit remplacée par une loi qui détache les mains de nos élus municipaux parce que dans les assemblées, c'est ce que nos élus municipaux nous disent.

1325

La Loi 23, moi, je l'ai, j'ai été l'acheter, je l'ai lue, elle vient à l'encontre des agriculteurs et des populations, des municipalités du Bas-Saint-Laurent, de partout, que ce soit dans la Beauce, où il y a de l'agriculture.

1330

1335

Moi, l'agriculture, je suis contente d'aller où il y a de l'agriculture... même, je sors du petit village de Cacouna, on est, là, avec l'agriculture au petit village de Cacouna, on a un petit monsieur qui est cultivateur à l'entrée. Il a une poule, une vache puis un cheval, ce n'est pas lui qui pollue Cacouna, là, puis on aime ça, c'est le «fun», sa poule... il flatte sa poule, puis en tout cas, il ne gagnera pas sa vie avec ça, mais je veux dire, c'est formidable, ça nous permet de sentir toujours une senteur de fumier normal, qu'on reste avec les joues rouges, puis on prend des marches, puis c'est merveilleux. Puis ça, c'est formidable, j'espère jamais qu'il ne lâchera. Il n'a plus de fils, mais je pense que je vais l'acheter, sa ferme. Quand il va s'en aller, on va être volontaire pour acheter sa ferme pour la continuer. Il a un pont qui monte sur le fenil, mais il ne rentre plus de foin là, là, le pont est «magané» un peu, il suffirait de le réparer. Mais moi, je trouve ça beau. Tu sais, ça sent bon, là, ça sent la ferme.

1340

Parce que quelqu'un qui pense de manger de la viande, pas sentir de ferme, bien, il est irresponsable, il faut que ça sente la ferme. Une senteur de ferme, c'est normal. Mais une senteur, là... moi, je peux vous faire la différence, comptez sur moi, j'ai un bon nez, puis j'ai des bonnes oreilles.



1345 Je terminerais là-dessus, pour la Loi 23, ça, c'est très important, pour tout le groupe de gens, là.

Ensuite... j'ai pas mal tout dit qu'est-ce que j'avais à dire pour la population.

1350 Nos maires, nos élus municipaux, en enlevant la Loi 23, nous ont dit qu'ils se sentiraient beaucoup mieux envers les agriculteurs parce que là, ils sont mal vus, mais ce n'est pas eux parce que la Loi 23 leur attache les mains, donc, ce n'est pas eux, là. Le promoteur arrive avec son plan, là, soixante pour cent (60 %) l'UPA, le promoteur après : «On fait ça; on fait ça». L'agriculteur, lui, il a quarante-cinq pour cent (45 %), là, il y a un équilibre, là, qui ne marche pas, là. Moi, là, dans les chiffres, je n'ai pas fait de cours de comptable, là, mais j'ai tenu assez de comptabilité, là, quand je travaillais sur mon travail, pour savoir il y a quelque chose qui ne fonctionne pas, là.

1360 Je peux peut-être me lâcher en agriculture en porcs, là, un jour, là, ça fait... il n'y a pas d'âge pour se lâcher là-dedans, mais je vais être sur le solide, vous pouvez être sûrs de ça. Puis je n'accepterai pas quarante-cinq pour cent (45 %), je vais dire : «Donnez-moi mon montant, je vais m'administrer», avec la MRC peut-être, mais je suis capable de m'administrer. Venez chercher mes porcs, les promoteurs, vous allez voir, puis je vais me faire protéger par un syndicat, soit l'UPA ou l'Union paysanne, il y en a deux (2) syndicats, il n'y a pas de problème.

1365

**LA PRÉSIDENTE :**

Là, madame Bouchard, est-ce que vous allez conclure parce que là, on...

1370 **MME LUCILLE BOUCHARD :**

Oui, je conclus.

**LA PRÉSIDENTE :**

1375

... le temps est écoulé.

**MME LUCILLE BOUCHARD :**

1380

Oui. Merci de me le rappeler, je conclus là-dessus.

En vous remerciant beaucoup, puis comme je vous dis, on a apprécié beaucoup les audiences publiques. Puis merci beaucoup de votre travail, puis...

1385

**LA PRÉSIDENTE :**

Merci, madame Bouchard.

**MME LUCILLE BOUCHARD :**

1390

... on continue toujours de sensibiliser et on sera toujours là, le groupe de gens du Bas-Saint-Laurent.

**LA PRÉSIDENTE :**

1395

Moi, madame Bouchard, je retiens de votre témoignage... on pourrait discuter longtemps, puis... sur certains points que vous avez soulevés, puis il y a plusieurs personnes que je voyais réagir dans la salle quand vous parliez, mais ce que je retiens de votre message, c'est que vous êtes inquiète pour la qualité de l'eau, vous êtes incommodée par les odeurs et vous...

1400

**MME LUCILLE BOUCHARD :**

Moi, l'odeur...

1405

**LA PRÉSIDENTE :**

... et vous comptez sur la Commission pour qu'elle vous apporte le meilleur éclairage possible sur tout ce dossier.

1410

**MME LUCILLE BOUCHARD :**

Moi, comme je vous dis, l'odeur, je ne mets pas plus attention que ça, mais par contre, dans l'odeur du purin, il y a une matière qui est vraiment nocive, mais l'odeur de porcs, ça, il n'y a rien là, sur du solide. Moi, c'est l'eau souterraine, c'est ce qui va dans le sol qui ne paraît pas.

1415

Comme le monsieur disait : «Il n'y a pas de gros mottons». Non, il ne peut pas avoir de gros mottons, c'est liquide, il est parti en bas; on n'en verra pas de gros mottons, mais le motton, il est parti dans le souterrain.

1420

**LA PRÉSIDENTE :**

Alors, c'est ce qu'on retient de votre témoignage et on vous...

1425

**MME LUCILLE BOUCHARD :**

Merci.

1430

**LA PRÉSIDENTE :**

... remercie d'avoir participé à...

**MME LUCILLE BOUCHARD :**

1435

Merci, Madame la Présidente, merci, Messieurs les Commissaires.

**LA PRÉSIDENTE :**

1440

... à cette Commission.

Alors, on va faire une pause de quinze (15) minutes et après quoi... je ne sais pas si les gens sont arrivés... on me fait signe que oui, alors, on invitera au retour le Centre québécois d'expertise en production porcine.

1445

À plus tard.

**(SUSPENSION ET REPRISE DE LA SÉANCE)**

1450

**LA PRÉSIDENTE :**

Alors, nous accueillons maintenant le Centre québécois d'expertise en production porcine. Monsieur Rémi Faucher, bonjour. Monsieur André Simard...

1455

**M. ANDRÉ SIMARD :**

Bonjour.

**LA PRÉSIDENTE :**

1460

... bonjour. Et monsieur Pierre Roy.

**M. PIERRE ROY :**

1465

Bonjour.

**LA PRÉSIDENTE :**

Bonjour.

1470

À vous la parole.

**M. RÉMI FAUCHER :**

1475

Alors, merci, Madame la Présidente, Messieurs les Commissaires, de nous donner l'opportunité de vous présenter le Centre d'expertise en production porcine.

J'aimerais vous présenter les personnes qui m'accompagnent, un peu pour compléter l'information que vous venez de transmettre. J'ai à mes côtés Pierre Roy, qui est vice-président

1480 du Conseil d'administration du Centre québécois d'expertise en production porcine, et qui est  
un producteur de porcs, qui représente la Fédération des producteurs de porcs du Québec, et  
monsieur André Simard qui est administrateur du Centre et qui est directeur général de l'ITA de  
La Pocatière. Et moi-même que vous connaissez, qu'on s'est rencontré hier.

1485 Tout d'abord, le Centre d'expertise... Centre québécois d'expertise en production  
porcine, ce n'est pas... je crois que ce n'est pas nouveau pour les membres de la Commission,  
vous avez eu l'occasion, je crois... je ne sais pas si tous les trois (3), vous étiez présents à la  
rencontre, vous étiez venus visiter...

1490 **LA PRÉSIDENTE :**

Nous étions tous les quatre (4)...

**M. RÉMI FAUCHER :**

1495 Tous les quatre (4)?

**LA PRÉSIDENTE :**

1500 ... commissaires, oui...

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

Commissaires, plusieurs...

1505 **LA PRÉSIDENTE :**

... et les membres de l'équipe aussi.

1510 **M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

... plusieurs analystes aussi.

**M. RÉMI FAUCHER :**

1515 Et plusieurs analystes de l'équipe aussi qui ont...

**LA PRÉSIDENTE :**

1520 Oui.

**M. RÉMI FAUCHER :**

1525 ... participé à la visite des installations pour vous familiariser un peu avec la production porcine. J'espère que vous avez eu une belle visite?

**LA PRÉSIDENTE :**

1530 Oui.

**M. RÉMI FAUCHER :**

1535 Le Centre est supporté par deux (2) employés, monsieur Daniel Cimon, qui est ingénieur agronome et qui est le directeur gérant de la ferme et le coordonnateur aussi des activités, et monsieur David Bélanger qui est technologiste agricole et qui s'occupe particulièrement des opérations pour produire une production de très grande qualité, comme vous allez le constater dans la présentation.

1540 Le Centre, c'est une unité de cent vingt-cinq (125) truies de type naisseur-finisser. Malheureusement, on n'a pas de poules et de vaches, c'est seulement que des porcs. C'est situé à La Pocatière. Ç'a été construit en mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999) grâce au support financier de plusieurs organismes de la région, et même au niveau provincial comme la Fédération des producteurs de porcs.

1545 C'est un investissement très important de l'ordre de cent... un million cent mille dollars (1 100 000 \$), incluant le troupeau, pour l'installation des bâtiments et les animaux. Le Centre est certifié HACCP depuis mars deux mille un (2001).

1550 Vous avez une vue aérienne du Centre avec les deux (2) bâtiments principaux, section maternité et une section engraissement, reliés entre eux par un long corridor, et on voit un peu à l'avant une petite section qui permet d'accueillir les visiteurs pour les douches et une salle de réunion, ainsi qu'une quarantaine. Et, bien sûr, une fosse... un réservoir pour le liquide, déjections des animaux.

1555 Les membres fondateurs du Centre, eh bien il y a le Groupe Dynaco, qui est un membre utilisateur. Dans un... le Centre, c'est une coopérative de solidarité. Donc, dans une coopérative de solidarité, il y a plusieurs catégories de membres, et on va vous énumérer des membres fondateurs qui recouvrent... qui couvrent tout l'ensemble des catégories de membres qu'il est possible dans une coopérative comme celle-là.

1560 Donc, Groupe Dynaco, qui est un membre utilisateur, l'ITA de La Pocatière, qui est aussi un membre utilisateur, la Fédération des producteurs de porcs du Québec, aussi utilisateur, l'Abattoir de Saint-Alexandre, aussi un utilisateur, le Centre de développement bioalimentaire du Québec, qui est un membre utilisateur, qui a fourni le terrain, Investissement des technologistes en agro-alimentaire dans l'initiative et le développement des élèves incorporée, qui est un membre de soutien, en fait c'est l'Association des étudiants qui ont investi, et on parle ici des investissements de l'ordre de vingt-cinq mille dollars (25 000 \$) par les étudiants directement, la Fondation François-Pilote, qui est un membre de soutien, et Développement populaire régional

1570 de La Pocatière, qui est un membre de soutien, qui est un bras de la Caisse populaire de La Pocatière. Et enfin, les travailleurs sont membres de la coopérative à titre de membres travailleurs.

1575 On a aussi des partenaires, le MAPAQ de la direction régionale de Rimouski et de Québec, de la... du provincial aussi, le Conseil pour le développement de l'agriculture du Québec, le CDAQ, la Financière agricole qui a participé au financement, la SADC du Kamouraska, qui a aussi participé au financement, ainsi que la Caisse populaire de La Pocatière qui... avec la Financière, a complété le financement.

1580 L'origine du CQEPP est née de la volonté de répondre aux besoins exprimés par les divers intervenants de l'industrie porcine, de se doter d'une infrastructure servant de modèle de production tant au plan technique qu'environnemental.

1585 Sa mission, contribuer au développement de la production porcine en collaborant à la formation des technologistes, des agronomes, des ouvriers agricoles et des producteurs désireux de parfaire leurs connaissances ou celles de leurs employés et favoriser la réalisation d'activités de développement, d'expérimentation, de transfert de nouvelles technologies ou de façons de faire. Être un modèle pour les bonnes pratiques agroenvironnementales.

1590 Le Centre s'articule autour de trois (3) volets : la formation, la recherche, développement, démonstration, expérimentation et transfert technologique, et enfin la production.

Le volet formation.

1595 Le Centre permet la familiarisation avec la production porcine, la maîtrise et dernières techniques de production et le développement du sens des responsabilités et de la gestion pour les utilisateurs. Il permet des stages pratiques d'étudiants en technique de production animale et gestion et exploitation d'entreprise agricole de l'ITA et en santé animale du Cégep de La Pocatière. Il permet aussi de recevoir de la... de recevoir des stagiaires ou des étudiants  
1600 qui reçoivent de la formation continue pour être ouvriers agricoles ou intervenants de divers milieu. Il permet aussi d'accueillir des étudiants étrangers, et c'est arrivé de recevoir des groupes d'étudiants français et des étudiants russes qui sont venus parfaire de la formation directement ici au Centre.

1605 Le volet recherche, développement et transfert technologique.

1610 C'est une ferme à dimension commerciale. C'est aussi une vitrine des différentes techniques de régie. Plusieurs sujets pourraient être... pourraient faire l'objet de projets de recherche au Centre : des projets portant sur la technique de traitement des lisiers, la comparaison de l'élevage sur litière avec l'élevage conventionnel, la mitigation des odeurs, la gestion des lisiers, l'influence de l'alimentation sur les déjections, la régie d'élevage, l'évaluation d'équipement, le bien-être animal, le logement des animaux versus la santé animale, les

techniques de compostage et la réduction des liquides, la traçabilité de la naissance de l'animal jusqu'à l'assiette. Et on pourrait en nommer encore une longue liste.

1615

Le volet production.

Comme je l'ai dit, c'est une unité de cent vingt-cinq (125) truies de type naisseur-finisieur, avec huit cent trente (830) places-porcs en engraissement. Ça permet de rencontrer l'ensemble des situations vécues dans cette production. L'élevage est régi en bandes aux trois (3) semaines divisées en quatre (4) sections d'élevage, une section gestation, une section mise bas, une section pouponnière et une section engraissement, en plusieurs chambres. Un secteur de douches, de salle de réunion et de quarantaine est aussi aménagé.

1620

Le Centre produit trois mille (3000) porcs d'abattage annuellement. Il a une productivité exceptionnelle de vingt-quatre virgule cinquante-six (24,56) porcelets par truie par année, ce qui le place... c'est des excellents résultats techniques qui le placent parmi les vingt-cinq pour cent (25 %) supérieurs de la province, donc ce n'est pas négligeable pour une ferme qui sert à... et où il y a beaucoup de va-et-vient de stagiaires. Elle jouit aussi de très bons statuts sanitaires et de très bons statuts génétiques.

1625

1630

L'élevage en lots individuels et en parcs. Donc, on a deux (2) types de logement pour les femelles, soit en loges individuelles ou en parcs. La ventilation est de type naturel; l'alimentation est faite manuellement, qui permet de mesurer plus précisément les aliments servis par animal lorsqu'il y a des projets d'expérimentation.

1635

La section mise bas, c'est deux (2) chambres de six (6)... seize (16) loges chacune avec des équipements très modernes, plus une chambre «tampon». La ventilation est mécanique et l'alimentation, encore là, est faite de façon manuelle pour plus de précision.

1640

Dans la pouponnière, c'est deux (2) chambres d'une capacité de trois cent vingt (320) porcelets, de ventilation mécanique, une alimentation, encore là, manuelle, une alimentation multiphase qui permet de combler plus précisément les besoins nutritionnels des animaux en fonction de leur stade de croissance, et on ajoute de la phytase aux aliments, qui permet de réduire les rejets en phosphore.

1645

L'engraissement, c'est vraiment particulier par rapport à une ferme conventionnelle.

On a ici cinq (5) chambres différentes, une chambre sur litière avec une ventilation hybride. Une ventilation hybride, c'est une ventilation naturelle combinée à une ventilation mécanique. C'est deux (2) chambres sur lattes avec des ventilateurs mécaniques; sur lattes, donc sur... il n'y a pas d'accumula... les animaux ne sont pas en contact avec leurs excréments. Une autre chambre sur latte avec une ventilation naturelle de type ballons, et une chambre sur ventilation naturelle de type panneaux. L'alimentation est aussi multiphase et la phytase est ajoutée dans la moulée. Les aliments ne contiennent aucun antibiotique.

1650

1655

1660 La construction différente des chambres du CQEPP... -- les chambres d'engraissement, là, on parle -- du CQEPP, offre des opportunités très intéressantes pour la recherche, le suivi de l'eau d'animaux dans des conditions où le type de ventilation est différent. Par cette disposition, l'acquisition de données d'élevage est possible sur une période de temps plus ou moins longue si nécessaire. Donc, qui permet d'avoir des résultats beaucoup plus précis et beaucoup plus sécuritaires.

1665 L'effet du type de ventilation sur le type d'élevage... les projets... il y a des projets possibles de faire avec la variation... si on peut prendre deux (2) types de ventilation différents ou de types d'élevage différents, un élevage sur litière par rapport à un élevage conventionnel, on peut mesurer la croissance des animaux dans les deux (2) élevages, on peut mesurer les odeurs à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment selon le type d'élevage qui est fait ou selon le type de ventilation qui est utilisé, les gaz présents à l'intérieur des bâtiments, le coût de l'énergie, l'humidité, le comportement des animaux, les coûts en main-d'œuvre et encore... une liste aussi pourrait s'allonger, dans un contexte de production impartiale et rigoureuse avec du personnel spécialisé pour la prise de données.

1675 Avec les divers types de bâtiments d'élevage en engraissement, il est possible de réaliser ces études avec les mêmes animaux, la même génétique, le même statut sanitaire, le même environnement géographique, le même personnel, ce qui élimine les paramètres variables de l'expérimentation dans différents sites.

1680 On voit souvent des résultats d'études qui comparent un élevage... exemple un élevage sur litière qui est réalisé à Lanaudière en comparaison à un élevage conventionnel qui est réalisé dans la Beauce. On a des environnements géographiques différents, donc, les températures extérieures sont différentes, la génétique des animaux est différente, la santé des animaux est différente, l'alimentation est différente et les interventions humaines sont différentes. Donc, on compare des choses où il y a des facteurs variables qui sont... qui ne peuvent pas être pris en compte. Alors, ici, ça nous permet, dans un même environnement, de faire ces comparaisons-là.

1690 Un exemple de réalisation : il y a une expérimentation qui a été faite au cours des dernières années sur les trémies-abreuvoirs versus les trémies sèches en pouponnière qui permettait de comparer les effets du type de trémies sur les performances zootechniques et la consommation d'eau des porcelets. C'est un projet qui a été réalisé par la Fédération des producteurs de porcs et par le Centre de développement du porc du Québec. Et les résultats de cette expérimentation-là ont été présentés au vingt-troisième colloque en production porcine en novembre dernier.

1695 Les résultats nous ont indiqué que pour des performances statistiquement identiques, donc en gain GMQ -- c'est gain moyen quotidien -- et en conversion alimentaire, la trémie-abreuvoir était défavorisée, les animaux consommaient plus d'eau et consommaient plus d'aliments pour une croissance semblable.

1700



D'autres projets sont à l'étude présentement, trois (3) projets d'expérimentation sont à l'étude sur le traitement des lisiers et la valorisation de ces lisiers. Ceux-ci pourraient s'implanter au CQEPP d'ici quelques mois et cadrent très bien avec la volonté première du CQEPP, d'être un modèle agroenvironnemental.

1705

En terme de retombées, le Centre permet l'amélioration de la formation des intervenants et des futurs intervenants, permet l'élimination des risques de contamination des fermes de stages; lorsque les étudiants vont faire des stages dans les fermes, ils apportent avec eux un risque de transmettre au troupeau, aux animaux qu'ils vont... avec qui ils sont en contact, des risques de maladie, donc pour les producteurs qui reçoivent des étudiants, c'est toujours un peu problématique. Ça permet une meilleure synergie entre les activités de formation et d'expérimentation; ça permet une accélération du transfert des résultats de recherche et c'est une contribution à la réhabilitation de la production porcine face au public en offrant une vitrine indépendante.

1710

1715

En conclusion, le Centre offre de très grandes possibilités. Il est unique en son genre, il est nécessaire pour l'industrie dans son ensemble, il est sous-utilisé pour la recherche et développement, la démonstration et le transfert technologique. La recherche de financement des projets est difficile et complexe, le Centre ne peut s'autofinancer sans les projets de recherche ou d'expérimentation, le volet production ne peut, à lui seul, supporter une infrastructure de cette taille.

1720

Le développement durable de la production porcine au Québec passera inmanquablement par la formation de main-d'œuvre spécialisée dans ce domaine. La formation, la recherche, le développement, le transfert technologique sont les voies incontournables qui permettront à l'industrie d'atteindre son but : la production de porcs avec les moyens qui sont en harmonie avec le milieu. Il est donc impératif que tous utilisent et appuie financièrement les infrastructures mises en place au CQEPP pour la réalisation de cet objectif commun, de développer la production porcine en harmonie avec le milieu.

1725

1730

Je vous remercie.

J'aimerais à ce stade-ci, si vous me permettez, Madame la Présidente, donner l'opportunité aux intervenants qui m'accompagnent pour dire en quelques mots qu'est-ce que représente le Centre pour leur organisation qu'ils représentent, en commençant par monsieur Roy, qui représente la Fédération des producteurs de porcs, donc, qu'est-ce que ça représente le Centre pour les producteurs de porcs.

1735

**M. PIERRE ROY :**

1740

Bonjour.

Comme vous le savez, la production porcine, aujourd'hui, c'est une production qui est très spécialisée, ça fait que nous autres, en tant que producteurs, on a besoin d'outils, comme celui du Centre qui peut faire, si vous voulez, là, quand on parle du Centre comme... avec leurs

1745

projets de recherche, exemple : les projets sur litière, les projets sur les trémies-abreuvoirs. En tant que producteur, aujourd'hui, on s'aperçoit qu'on a peut-être... on manque peut-être un peu de temps pour tout tenir à jour, les registres, puis tout le... ce qui est complexe, là, de la production porcine, si on veut bien faire, là, à tous les jours.

1750

Ça fait qu'on se doit d'avoir des centres de formation comme celui-ci, autant pour la formation de nos futurs travailleurs qui... pour promouvoir aussi la production porcine... parce qu'on sait que la production porcine, aujourd'hui, si on est rendu là, c'est parce qu'on avait des petits devoirs à faire, je pense c'est la chose qu'on est en train de faire tout le monde ensemble, on se doit de promouvoir aussi la formation agricole, la formation porcine. C'est pour ça que je pense que le centre école est là pour aider aux producteurs à cohabiter, si vous voulez, avec tout le monde qui les entoure, là, pour nous aider, si vous voulez, dans tout ce qui... dans nos projets, dans nos futurs... les futures choses qu'on veut implanter à la ferme directement pour nous aider, finalement, à prendre les meilleures décisions possibles, pour ne pas se tromper, là.

1755

1760

En tant que producteur, je ne me sens pas, loin de là, coincé dans un carcan, comme ç'a été peut-être mentionné auparavant. Je pense qu'on est rendu à un but où est-ce qu'on peut peut-être avancer tout le monde ensemble. Loin de là je me sens coincé.

1765

Chez nous, on a une ferme que mon père a partie dans les années soixante-dix (70), ça fait plus... de plus de trente (30) ans, puis je pense que... puis j'ai... on a quatre (4) jeunes enfants qui suivent aussi, je pense que, pour le mieux-être de la production, c'est de continuer, justement, là, à progresser, puis à cohabiter avec notre milieu, puis de transmettre, là, les... ce beau métier-là à nos enfants, tu sais. De ne pas, finalement, tu sais... de ne pas arriver, puis dire... pas que nos enfants, finalement, là, voient notre métier un peu comme un peu malsain. C'est pour ça que, aujourd'hui, bien, on s'empresse de... je pense que le Centre québécois d'expertise est là aussi, là, pour, finalement, là, adhérer à une meilleure formation agricole, là, de... je pense, de nos futurs enfants.

1770

1775

**M. RÉMI FAUCHER :**

Merci. Merci.

1780

J'aimerais que monsieur Simard, pour l'organisme qu'il représente aussi, l'ITA, qu'il nous donne un peu la même version.

**M. ANDRÉ SIMARD :**

1785

Madame la Présidente, Messieurs les Commissaires, quelques mots seulement pour vous dire que le Centre représente un laboratoire indispensable pour l'ITA, je pense que je n'ai pas à vous convaincre.

En mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), cette idée d'installer une nouvelle... un nouveau laboratoire de formation était lancé, puis il y avait un... donc, ça s'est réalisé en deux

1790 mille (2000), quatre-vingt-dix-neuf deux mille (99-2000), mais nous avons, à l'ITA, une installation qui remontait aux années quarante (40) et nous avons même des problèmes de non-respect environnementaux et d'installations vétustes. Ce qui fait que, d'abord, la formation et des installations... une installation qui se veut un modèle d'exploitation à tous points de vue.

1795 Un modèle d'exploitation, donc, on vous a dit que c'était de type commercial, pour que nos étudiants, nos étudiantes soient exposés à la réalité, là, de ce qui existe comme modèle. Mais un modèle aussi au plan agroenvironnemental qui doit apporter une valeur ajoutée à ce type d'exploitation.

1800 Laboratoire, donc, de formation pratique, bien sûr pour la régie, l'entretien des animaux, mais aussi pour les données technico-économiques puisque ça s'apparente assez bien avec une entreprise réelle, mais beaucoup plus qu'une entreprise commerciale, hein, deux (2) types d'élevage, on ne voit pas ça, donc, vous voyez les éléments, là, en plus et qui amènent un coût supplémentaire, tout de même, d'exploitation.

1805 L'autre élément, bien sûr, c'est l'élément de potentiel de recherche et développement, recherche appliquée, ce dont on vous parle comme étant une de nos préoccupations, des projets qui ont été réalisés et qui vont... d'autres à venir, là, incessamment dans les prochains mois.

1810 Donc, au fond, nous sommes très très contents de cette installation. De plus en plus, les enseignants, les enseignantes l'utilisent, au-delà même des programmes qui sont dédiés spécifiquement à la production animale ou à la gestion de l'exploitation d'entreprises... de l'entreprise. Je pense aux étudiants qui sont en environnement et leurs professeurs viennent aussi voir comme ça se passe, des étudiants qui ne s'orientent pas vers la production porcine, avec leurs professeurs, viennent tout de même, découvrent aussi le mode... ce modèle d'exploitation ou, en tout cas, se familiarisent.

1820 Donc, au fond, pour nous, l'ITA, c'est un outil indispensable qu'on souhaiterait développer davantage avec le milieu.

1825 Et le dernier élément, bien sûr, c'est que nous ne voulions pas, à l'institut, se doter d'une infrastructure qui est utilisée tout... il faut le dire, partiellement par la formation, compte tenu des périodes possibles durant l'année, mais que le milieu aussi bénéficie, puis qu'on apporte une information nouvelle tous ensemble.

**LA PRÉSIDENTE :**

Je vous remercie.

1830 On a eu effectivement l'occasion de visiter le Centre, donc je me rappelle assez bien, là, de... on en a visité plusieurs, mais je me rappelle très bien du Centre.

1835 Une question qu'on a peut-être posée à l'époque, mais on n'a pas ça dans nos transcriptions puisque c'était une visite privée : vous avez... vous nous avez dit au départ que vous receviez des étudiants, vous recevez des gens de l'extérieur, vous évaluez à combien la clientèle qui fréquente votre Centre?

**M. RÉMI FAUCHER :**

1840

Ah, c'est une bonne question. On n'a pas de statistique à ce niveau, je ne sais pas, au niveau de l'ITA, si André aurait une réponse pour la partie des étudiants?

**M. ANDRÉ SIMARD :**

1845

Essentiellement, la clientèle qui fréquente le Centre, c'est la clientèle étudiante provenant de l'institut, de ses programmes, et du cégep par le programme de santé animale, techniques de santé animale.

1850

J'ai ici certaines données en terme d'heures de fréquentation par session, si vous voulez que... ça peut vous donner un aperçu dans... si on... par exemple, à l'automne deux mille deux (2002), alors, pour septembre, octobre, novembre et décembre, bien, il y a environ, par mois, une cinquantaine d'élèves qui le fréquentent, l'équivalent d'à peu près une demi-journée par semaine, c'est de l'ordre de la fréquentation, ce qui exerce une pression assez importante sur l'élevage.

1855

Par ailleurs, ce qui nous inquiétait, nous sommes un peu confondus puisqu'il n'y a pas d'impact négatif sur la production, on se situe... l'impact négatif avec la fréquentation de différentes personnes, mais ça donne à peu près cela. Donc, nous avons, nous, possiblement, là, une centaine d'élèves appelés à aller au Centre pour chacune des sessions, dépendant de leur programme de leurs cours, il y a des cours qui sont d'application plus directe.

1860

**LA PRÉSIDENTE :**

1865

D'accord.

**M. RÉMI FAUCHER :**

1870

Madame...

**LA PRÉSIDENTE :**

Oui?

1875

**M. RÉMI FAUCHER :**

Excusez, Madame la Présidente.

1880 Si vous... parce que le directeur gérant ne pouvait pas être ici aujourd'hui comme tenu  
qu'il avait un rendez-vous depuis longue date à l'hôpital, donc c'était difficile de reporter, comme  
vous connaissez le système de la santé, mais si vous voulez l'information plus précise, je pense  
que notre directeur va avoir de l'information, là, cumulée des visiteurs qui ont passé, on pourra  
la transmettre au...

1885 **LA PRÉSIDENTE :**

D'accord.

**M. RÉMI FAUCHER :**

1890 ... à la Commission.

**LA PRÉSIDENTE :**

1895 J'apprécierais.

**M. RÉMI FAUCHER :**

Merci.

1900 **LA PRÉSIDENTE :**

1905 En fait, le Centre, c'est donc un laboratoire où on fait... on tente d'évaluer et de  
comparer des modes de production différents. Entre autres, bon, vous faites, dans votre  
Centre, de l'engraissement sur litière, je me... ça, je ne me rappelle pas, est-ce qu'on en fait  
aussi sur lisier? Oui, hein?

**M. RÉMI FAUCHER :**

1910 Oui. Oui.

**LA PRÉSIDENTE :**

1915 Donc, vous êtes à même de comparer et d'évaluer, en fait, les deux (2) types de  
production, et est-ce que vous pourriez partager avec nous, justement, les avantages et les  
inconconvénients de chacun de ces types de production?

**M. RÉMI FAUCHER :**

1920 Oui, un peu, parce qu'on en a parlé un peu au dernier Conseil d'administration, où les...  
le personnel était présent. J'aurais aimé que le directeur gérant puisse vous l'expliquer parce  
qu'il le vit à tous les jours, là, ce serait encore mieux, et je ne sais pas si David est dans la salle,  
mais peut-être qu'il pourrait compléter au besoin aussi.

1925 Les employés qui vivent dans le Centre, qui travaillent nous expliquaient, lorsqu'on entre  
des porcs dans la section sur litière, les premières... la première semaine ou les premières  
semaines, ça va très bien, la litière est nouvelle et l'odeur est intéressante. Par contre, à  
mesure que les semaines avancent dans un élevage, ça... un élevage en engraissement, c'est  
environ quatre-vingt-dix (90) jours, à mesure que les jours avancent dans un élevage, on ajoute  
1930 de la litière, il faut brasser cette litière-là, brasser parce que les porcs font des déjections  
toujours localisées au même endroit et si on laisse faire ça, ça devient un endroit où il n'y a pas  
de compostage qui se fait; parce que c'est des excréments qui s'accumulent tout simplement, il  
ne se fait pas de travail de compostage. Donc, il faut brasser la litière pour favoriser le  
compostage. Donc, c'est un travail manuel important, c'est plusieurs heures qui sont passées  
1935 par semaine pour brasser la litière.

Donc, ça demande beaucoup plus de temps par le personnel pour cette chambre-là sur  
litière, et c'est le même nombre d'animaux qu'à chacune des chambres. On a cinq (5)  
chambres, puis il y a le même nombre d'animaux dans chaque chambre, donc ils peuvent  
1940 mesurer le temps qui est requis.

Bien sûr, au départ, une chambre sur litière demande plus de pieds carrés qu'une  
chambre en gestion conventionnelle sur plancher ajouré, on parle d'environ sept (7) pieds  
carrés pour un porc sur plancher ajouré et on parle de douze (12) pieds carrés par porc pour  
1945 une chambre sur litière.

Donc, ça demande beaucoup plus de temps, d'intervention et ce n'est pas... aux dires  
des employés, ce n'est pas un temps qui est très valorisant de brasser du caca, pour dire le  
mot. Donc, ce n'est pas très valorisant, ce n'est pas très encourageant.

1950 Le deuxième élément, en période d'hiver, c'est difficile la ventilation dans une chambre  
sur litière. Quand... encore là, quand les animaux sont petits, ça va bien parce qu'un petit  
porcelet qui vient d'arriver dans un environnement qui est très grand, le volume de gaz est limité  
et le compostage n'a pas commencé. Mais plus on avance en journées d'élevage, le  
1955 compostage favorise l'évacuation d'humidité, donc on se ramasse avec de l'humidité dans l'air,  
donc il faut surchauffer cette pièce-là pour brûler cette humidité-là et la sortir à l'extérieur.  
Donc, on a des coûts de chauffage qui sont plus importants. On a aussi des gaz qui sont  
dégagés par la combustion, par le compostage, qui ne sont pas toujours agréables pour les  
yeux et pour le nez.

1960 C'est ce que les employés nous transmettent comme information, c'est plus difficile dans  
une pièce comme ça que dans les pièces à ventilation conventionnelle et sur plancher de  
béton.

1965 **LA PRÉSIDENTE :**

Monsieur Marquis veut peut-être intervenir?

**M. ALFRED MARQUIS, commissaire :**

1970

Oui. Au niveau des performances avec les porcs, est-ce que vous avez mesuré les résultats et est-ce que c'est différent de la production avec lisier... sur lisier?

**M. RÉMI FAUCHER :**

1975

C'est comparable avec la production avec lisier.

**M. ALFRED MARQUIS, commissaire :**

1980

Avez-vous... êtes-vous allé aussi loin que la qualité des animaux ensuite qui sont... qui s'en vont à l'abattoir et est-ce que ça donne, là aussi, la même chose?

**M. RÉMI FAUCHER :**

1985

Non, on a... on souhaite avoir, justement, des projets qui nous permettraient... parce qu'il faut voir que le Centre opère avec ses propres moyens et il répond aux besoins d'intervenants ou d'organismes qui veulent faire des projets d'expérimentation avec des budgets. Donc, on ne peut pas faire toute l'expérimentation et prendre... faire la prise de données seuls.

1990

Donc, il y a certaines mesures qu'on peut prendre, certaines données qui peuvent être faites, des observations un peu comme on vient de vous transmettre qui sont intéressantes, par contre des mesures très précises avec un protocole très précis, on souhaite que ce soit les organismes qui nous amènent à le faire. Et on a fait des demandes au niveau des organismes pour, justement, évaluer la production sur litière par rapport à une production conventionnelle du début jusqu'à la fin, incluant la mesure des carcasses à l'abattoir et on n'a pas présentement eu de projets réels qui se sont développés de ce côté-là.

1995

Je pense qu'André voudrait ajouter un petit quelque chose là-dessus.

2000

**M. ANDRÉ SIMARD :**

Si vous me permettez, l'information que j'ai à partir de l'expérience... l'expérimentation qui nous a été fournie fait en sorte que, bien sûr, d'élevage en élevage, on améliore les stratégies et ce que moi... ce que je retiens de ce qu'on a comme information, c'est que ce n'est pas un automatisme que... en les mettant sur litière, ça va aller de soi. Nous avons une installation relativement neuve, bien ventilée et malgré cela, il faut améliorer les stratégies qui s'adaptent à l'environnement.

2005

2010

Donc, il n'y a pas une recette actuellement... même chez nous, on est en train de... au CQEPP, on a... on doit adapter pour améliorer, alors, de bande en bande, d'élevage en élevage, on adapte et on observe. Il reste encore à faire, mais c'est ça qu'on retient jusqu'à présent, que ce n'est pas un automatisme, il n'y a pas une recette unique. Ça pourrait vouloir

2015 dire que dans chaque établissement, il faudrait tenir compte de bien des facteurs pour pouvoir en faire la promotion, là, un peu partout.

**M. RÉMI FAUCHER :**

2020 J'aimerais compléter une petite information sur l'élevage sur litière, on a... le directeur gérant a monté un projet avec... et en demande avec l'IRDA, justement, pour développer un échangeur de chaleur, pour... particulièrement pour la section d'élevage sur litière pour réduire les coûts de chauffage parce que les coûts de chauffage sont nettement plus élevés dans cette section-là que dans les autres. Donc, réduire les coûts de chauffage, améliorer le taux d'humidité dans la bâtisse parce qu'on se ramasse en hiver avec des taux d'humidité élevés; si  
2025 on ne chauffe pas suffisamment, on se ramasse qu'on ne voit pas les animaux; les matins froids dans la bâtisse, on ne voit pas les animaux, là, il se développe une vapeur.

Et aussi, il faut vous dire que... en complément aussi pour l'élevage sur litière, il faut dire que la litière représente un coût qui est non négligeable dans l'élevage. Donc, on augmente les  
2030 coûts d'opération, les coûts de production quand même de façon importante.

**LA PRÉSIDENTE :**

2035 Vous avez mentionné que, tout au moins pour l'engraissement, vous n'utilisiez pas d'antibiotique, est-ce qu'on le fait à la pouponnière et à la maternité?

Et, en ce qui concerne l'engraissement, est-ce que vous évaluez, justement, des élevages où on introduit de l'antibiotique... vous faites des comparaisons, là, avec introduction d'antibiotique et alimentation sans antibiotique?  
2040

**M. RÉMI FAUCHER :**

2045 Donc, à la base, le Centre, on s'est donné comme mandat de limiter et souhaiter ne pas utiliser aucun antibiotique dans l'ensemble de la production. Donc, en engraissement, on ne fait pas d'essai avec des antibiotiques et sans antibiotique, on ne fait pas de comparaison parce qu'on... avec les conseils du vétérinaire qui suit l'élevage, on n'utilise pas d'antibiotique lorsqu'il n'y en a pas de besoin, c'est bien certain.

2050 On utilise un petit peu d'antibiotique au niveau des pouponnières et c'est des antibiotiques qui sont utilisés en terme de prévention, au niveau de la pouponnière. Et la même chose dans les maternités, uniquement quand un animal a un problème qu'on va utiliser des antibiotiques.

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

2055 À propos de la litière, il y a beaucoup de controverse, évidemment, autour de ça, mais une d'entre elles, c'est si on voulait faire beaucoup d'élevage sur litière au Québec, on manquerait de litière, et une des réponses des partisans de l'élevage sur litière, c'est de dire :



2060 «Bien, pourquoi est-ce qu'on n'utilise... on ne cultive pas des céréales et utiliser la paille des céréales pour l'élevage sur litière?».

Alors, je sais que vous autres, c'est un élevage sur bran de scie ou copeaux de bois...

2065 **M. RÉMI FAUCHER :**

Oui.

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

2070 ... alors, avez-vous déjà examiné ça, l'hypothèse d'utiliser de la paille et quel est l'état des connaissances sur ce thème-là?

Si vous...

2075 **M. RÉMI FAUCHER :**

Oui. Bien, en fait...

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

2080 ... disposez...

**M. RÉMI FAUCHER :**

2085 ... je vais vous répondre bien simplement avec les réponses que les gens du Centre nous transmettent, c'est qu'au niveau des opérations, on leur laisse le choix. S'ils ont de la paille de disponible dans la région, et il y en a de la paille de disponible dans la région, à l'automne, on pourrait s'approvisionner un volume de paille, puis faire les essais. Mais au niveau de la gestion des animaux, gestion de cette... à cette litière-là, pour eux autres, c'est  
2090 impensable. On a... quand on dit qu'il faut brasser, quand on brasse de la litière, qui est du copeau de bois, avec des instruments manuels, c'est difficile, mais pensons que si c'est de la paille longue, qu'on essaie de brasser comme ça, ça va être doublement et triplement difficile.

2095 Donc, c'est... la réponse est automatique pour les gens, ils disent : «On ne peut pas penser de travailler avec de la litière en paille au lieu de travailler en sciure de bois.

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

Au niveau de l'impact sur le travail.

2100 On a entendu un autre argument, je ne sais pas si vous pouvez le commenter, à savoir que la paille n'aurait pas la capacité absorbante de la sciure de bois et que, par conséquent,

une litière sur paille, je ne sais pas quel impact ç'a d'être moins absorbant, mais est-ce que c'est un autre élément, d'après vous?

2105

**M. RÉMI FAUCHER :**

Bien, c'est bien sûr, je pense que ça, tous les producteurs qui travaillent avec de la litière voit une différence... connaissent la différence entre une sciure de bois et de la paille, comme valeur absorbante. Il y a sûrement des études qui prouvent qu'un kilo de paille versus un kilo de sciure de bois, que le travail... que l'absorption est différente. Donc, la question, pour eux autres, ne se pose pas, c'est évident que travailler avec de la paille, ça en prendrait beaucoup plus que de la sciure de bois.

2110

2115

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

O.K.

Dernière question : quelles sont vos relations avec le Centre de développement du porc du Québec? Êtes-vous des compétiteurs? Des alliés? Des... avez-vous un rôle complémentaire?

2120

**M. RÉMI FAUCHER :**

En fait, on travaille en réseau avec le Centre de développement du porc, et il y aussi un centre d'expertise à Saint-Anselme, les trois (3) organismes, ainsi qu'une autre entreprise qui fait un peu de l'expérimentation dans la région de... plus dans le centre du Québec, je ne me souviens plus le nom de... l'endroit exact au centre du Québec.

2125

2130

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

Deschambault peut-être?

**M. RÉMI FAUCHER :**

2135

Non. C'est Gaudreau Équipements, là, puis c'est dans la région du centre du Québec.

Donc, c'est... ce qui a été fait, c'est que l'ensemble de ces entreprises-là, on s'est assis ensemble et on a créé une espèce de réseau pour échanger de l'information. Et lorsqu'ils avaient des... lorsqu'il y a des organismes qui veulent faire des projets d'expérimentation, on s'assoit, puis on dirige le projet d'expérimentation là où les facilités des bâtiments et les facilités de main-d'œuvre sont les plus adaptées au projet qui veut être réalisé.

2140

2145

Donc, c'est vraiment de la collaboration entre les organismes et non de la concurrence. On travaille très très étroitement avec le Centre de développement du porc.

**LA PRÉSIDENTE :**

2150 Vous avez mentionné au moment de votre présentation que vous aviez trois (3) projets de valorisation du lisier, est-ce que ce sont des projets ou si vous avez déjà amorcé, là, implanté...?

**M. RÉMI FAUCHER :**

2155 C'est trois (3) organismes qui sont intéressés de développer une expérimentation sur le traitement des lisiers, des nouvelles technologies que le traitement des lisiers, qui voudraient utiliser chacun une partie, parce que ce qu'on offre, c'est une partie des lisiers qu'on a de disponible pour favoriser le plus d'entreprises possibles, de pouvoir faire de l'expérimentation. Donc, ils vont prendre chacun un certain volume du lisier, faire le traitement avec leur  
2160 technologie à eux autres et obtenir... mesurer les résultats qu'ils veulent.

**LA PRÉSIDENTE :**

Et ce serait fait sur place ou...?

2165

**M. RÉMI FAUCHER :**

Ce serait fait sur place, avec une nouvelle infrastructure qui s'installerait au côté, ils viendraient chercher le lisier, feraient le traitement. Une entreprise qui ferait... qui serait reliée  
2170 à du compostage et d'autres entreprises dans des secteurs un petit peu différents.

**LA PRÉSIDENTE :**

Oui, monsieur Dumais va terminer.

2175

**M. MARIO DUMAIS, commissaire :**

Oui. Compte tenu de l'intensité du débat sur litière versus lisier et de l'importance que ç'a dans l'incompréhension mutuelle de... généralement le secteur de la production et des  
2180 citoyens, pensez-vous que le Centre, vu qu'il y a là un organisme indépendant qui expérimente, qui fait des choses, pourrait jouer un rôle de lieu pour faire se rencontrer des citoyens, des producteurs pour discuter, là, avec quelque chose sous la main, sous les yeux et des techniciens indépendants, en principe, qui pourraient peut-être donner de l'information sur ce sujet-là?

2185

**M. RÉMI FAUCHER :**

C'est bien évident, Monsieur le Commissaire, que le Centre est très ouvert à une... à participer dans ce sens-là parce que... le personnel le disait lui-même lors de la dernière  
2190 rencontre : «On est ouvert à ce que les gens viennent voir, viennent travailler avec nous, une semaine, un mois de temps pour voir comment on fait dans un élevage conventionnel versus un élevage sur litière». Et toutes les mesures qu'on veut prendre en terme d'humidité, de

2195 température, de chauffage, de coût, tout peut être cumulé, peut être fait. Comme je dis, dans un même environnement géographique et dans un même environnement génétique et sanitaire, on peut vraiment mesurer les différences entre les deux (2).

2200 On souhaiterait bien qu'il y ait des entreprises, mais la recherche, la coordination de la recherche... et si vous la... de l'expérimentation au Québec, elle n'est pas évidente, chacun fait de la recherche de son côté et on... il y a une certaine quantité de déboulement qui se fait. Donc, on souhaite que ça... le gouvernement soit sensibilisé un petit peu à ça, puis de coordonner, puis des installations comme ça, elles sont là pour répondre à ces besoins-là.

2205 Et c'est sûr que le Centre est très intéressé à collaborer dans ce sens-là et que la population... que les citoyens voudraient de leur côté, avec l'aide du gouvernement, faire ces expérimentations-là, faire ces mesures-là, je pense ce serait très bien reçu chez nous.

**LA PRÉSIDENTE :**

2210 Une dernière question avant que je vous dise bonjour et merci : que faites-vous de vos lisiers à l'heure actuelle?

**M. RÉMI FAUCHER :**

2215 Les lisiers sont entreposés dans la citerne et sont épandus sur les champs de céréales du Centre de développement bioalimentaire, en attente d'épandage.

**LA PRÉSIDENTE :**

2220 D'accord. C'est bien. C'est... ma question en soulevait une autre.

**M. RÉMI FAUCHER :**

O.K. Merci beaucoup.

2225 **LA PRÉSIDENTE :**

Je vous remercie beaucoup d'avoir...

**M. RÉMI FAUCHER :**

2230 Merci beaucoup.

**LA PRÉSIDENTE :**

2235 ... participé à cette consultation publique.

Merci.

Alors, maintenant, nous accueillons le Groupe conseil agricole de la Côte-du-Sud.

2240

Alors, le groupe est représenté par madame Sylvie Choquette et par monsieur Jean-Louis Caron.

Madame et monsieur, bonjour.

2245

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

Bonjour.

2250

**M. JEAN-LOUIS CARON :**

Bonjour.

**LA PRÉSIDENTE :**

2255

On vous écoute.

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

2260

C'est beau.

Donc, je suis Sylvie Choquette, je suis agronome et ingénieure, je suis employée au Groupe conseil agricole de la Côte-du-Sud depuis bientôt cinq (5) ans, et monsieur Jean-Louis Caron, qui est administrateur, producteur de lait de Saint-Jean-Port-Joli, m'accompagne. Monsieur Caron, est responsable du Comité technique en agroenvironnement, et aussi est un des membres fondateurs du Club agroenvironnemental de la Côte-du-Sud qui a formé le Groupe conseil.

2265

Le Groupe conseil agricole de la Côte-du-Sud, c'est un organisme sans but lucratif selon la Loi sur les impôts. C'est un regroupement volontaire de producteurs agricoles qui, à l'heure actuelle, regroupe environ cent cinquante (150) entreprises... c'est-à-dire en deux mille deux (2002), regroupait cent cinquante (150) entreprises de la Côte-du-Sud. Les membres paient un droit d'usage annuel, soit en agroenvironnement, soit en gestion agricole ou au niveau des deux (2) volets.

2275

Et, bon, c'est ça, il y a deux (2) volets d'intervention, l'agroenvironnement, donc les clubs-conseils en agroenvironnement et la gestion agricole, qui étaient les syndicats de gestion, maintenant qui sont devenus les groupes-conseils agricoles.

2280

Et, juste une précision, c'est que le Syndicat de gestion agricole de La Pocatière existe, lui, depuis vingt-deux (22) ans. En deux mille un deux mille deux (2001-2002), il y a eu un mouvement avec deux (2) clubs-conseils, le Club agroenvironnemental de la Côte-du-Sud et le

2285 Club gestion de sol de La Pocatière, pour former une entité administrative, pour desservir, dans le fond, une même clientèle de producteurs agricoles dans deux (2) secteurs d'intervention. Le tout est géré par un Conseil d'administration qui sont sept (7) membres utilisateurs des services.

2290 Au niveau des grands principes qui sous-tendent le travail qui s'effectue au niveau du Groupe conseil, on parle du... on veut développer, autant en gestion qu'en agroenvironnement, l'autonomie de la prise de décision sur l'entreprise, les divers enjeux au niveau plus spécifiquement de l'agroenvironnement, que les gens sachent où ils en sont rendu, vers où ils veulent aller et qu'ils prennent en main le déroulement des choses, et surtout un respect des besoins et des visées de chacune des entreprises, donc un service qui est individualisé.

2295 Au niveau de la pérennité du Groupe conseil, bien, c'est l'implication et le dynamisme de ses membres qui font foi de tout.

2300 Au niveau de la production porcine pour le volet gestion agricole, sur quatre-vingts (80) entreprises, il y en avait cinq (5) au niveau des... cinq (5) étaient des entreprises porcines, pardon, deux (2) spécialisées au niveau du porc... deux (2) spécialisées au niveau du porc, c'est ça, naisseur-finiisseur, et trois (3) entreprises mixtes laitier-porcin.

2305 Au niveau de l'agroenvironnement, cent sept (107) entreprises, dont douze (12) entreprises porcines, cinq (5) qui faisaient uniquement du porc -- je parle au niveau des... du cheptel animal parce que souvent, ils vont faire d'autres choses, ils vont faire de la grande culture au niveau boisé ou érablière -- et sept (7) entreprises mixtes. Ce qui représente, dans le cas de l'agroenvironnement, le deuxième rang au niveau des... le deuxième plus important au niveau des unités animales.

2310 Je tiens à préciser que le mémoire est déposé par le Groupe conseil, mais c'est principalement le volet agroenvironnement que vous allez entendre parler. Il y a quelques chiffres au niveau de la gestion en annexe, mais c'est vraiment le secteur agroenvironnement, là, qui est le travail.

2315 Donc, la production porcine représente onze pour cent (11 %) des membres en agroenvironnement, vingt pour cent (20 %) des unités animales. Au niveau des superficies en culture, c'est une dizaine de pour cent. Au niveau de l'azote et du phosphore produit, c'est seize (16 %) à dix-sept pour cent (17 %), de tous les engrais de ferme qui sont produits chez nos membres, ce qui représente un dix (10 %) à onze pour cent (11 %), soit des besoins en azote ou en phosphore.

2325 Et si on va un petit peu plus loin, il y a trente pour cent (30 %) de nos membres qui sont liés à la production porcine, c'est-à-dire qu'il y a des gens qui ne sont pas membres qui... il y a des gens qui importent des lisiers de l'extérieur et ils sont gérés quand même à l'intérieur de nos membres. Donc, c'est seize pour cent (16 %) des superficies sous plan de fertilisation.

Au niveau du constat.

2330 Au niveau du constat, quand on recule... parce qu'aujourd'hui, c'est sûr que le portrait est différent, quand on recule dans le temps, dans les années quatre-vingt quatre-vingt-dix (80-90), il y a eu beaucoup d'émissions de certificats d'autorisation, mais sans nécessairement beaucoup de suivi de la part du ministère de l'Environnement, au niveau des ententes d'épandage, des registres d'épandage. Les gens obtenaient leur certificat, faisaient leur construction, leur aménagement et ensuite, bien, il n'y avait pas... ils devaient soumettre des ententes d'épandage... dans la réglementation, on parlait de registre, mais il n'y avait pas de suivi à ce niveau-là. Donc, ç'a peut-être amené un petit chaos de ce côté-là.

2340 À la même époque, on a parlé beaucoup de spécialisation, les performances techniques et financières étaient très très importantes. Ç'a été une époque aussi où est-ce qu'on a dit : «La production hors sol pour le porc, la volaille, c'était maintenant ce qui était à la mode», bon, quand on avait les terres, c'était moins payant. Et dans ces années-là, bien, le lisier, c'était un déchet, c'était un mal nécessaire. On ne faisait pas nécessairement le lien avec le sol et les plantes, le cycle, dans le fond, au niveau des éléments nutritifs.

2345 C'est sûr que, aussi, il y a eu beaucoup d'intégration pour... la question de volume de moulée, volume de porc d'abattage. Par contre, ce que l'intégration aussi a permis, bien, ça l'a permis une diversification d'entreprises, du laitier qui s'est adjoint à du porcin, des choses comme ça. Ça l'a permis des fois de faire des transferts de ferme... pas «des fois», souvent, d'intégrer la relève. Ça l'a aussi permis à des producteurs, qui étaient à un moment donné 2350 intégrés, de devenir propriétaires de leur entreprise. Ça fait que ça l'a amené des choses d'un côté comme de l'autre.

2355 Ensuite, bon, plus spécifiquement -- non, ça, je viens... c'est beau, je m'excuse, j'étais une à l'avance -- au niveau de... aussi, un peu dans la même foulée, on a eu... on a vu apparaître des unités de production peut-être un peu plus grande, qui n'étaient pas toujours... bon, on parlait hier, on parlait de mille (1000) truies, des choses comme ça, ce n'était pas toujours les gens du milieu, donc, les... ce n'était pas les producteurs du milieu qui implantaient ça nécessairement, des fois c'était des gens de l'extérieur. Là, à ce moment-là sont arrivés peut-être les problèmes de cohabitation, donc les gens du milieu rural, les gens qui vivaient en milieu rural ont peut-être eu l'impression d'être un petit peu dépossédés de leur campagne traditionnelle, puis il n'y avait pas personne à qui, nécessairement, adresser leurs inquiétudes.

2365 Bien, c'est sûr que quand un... comme... un petit peu comme monsieur Soucy exprimait ce matin, quand il a voulu construire sa porcherie, il est allé voir ses voisins, ses voisins le connaissaient, lui ont dit : «Écoutez, si vous continuez dans la même veine que vous faites à l'heure actuelle, nous, on n'a pas de problème parce que c'est bien fait». Quand c'est quelqu'un de l'extérieur qu'on ne connaît pas, bien, on ne sait pas toujours comment adresser, là... comment adresser nos inquiétudes.

2370 Et un petit peu plus tard, dans les années... dans ces années-là, on a vu la... tout l'aspect mondialisation, tout l'aspect d'objectifs d'exportation, donc on a mécanisé, on a... bon, des plus grandes unités de production. Par contre, de la spécialisation, de la mécanisation, de

travailler beaucoup sur ces volets-là a aussi amené une bonne qualité des produits. Je veux dire, notre porc, on l'exporte parce qu'il est bon, donc, à quelque part, on en bénéficie, nous aussi, là. Ç'a eu un côté positif puis un côté qui est négatif, dans le sens qu'on a amené une pression sur le milieu rural, là, c'est... toute médaille a deux (2) côtés et c'est ce qu'on observe dans ce cas-ci.

Au niveau toujours du constat.

À certains secteurs, on a eu effectivement des concentrations d'élevage, dans certaines régions, du laitier, du porcin, de la volaille, et c'est un au côté de l'autre, et même des fois, on a les deux (2) sur la même entreprise. C'est sûr que ça amène une pression sur les sols agricoles, c'est sûr qu'on n'a pas toujours reconnu les valeurs fertilisantes, les engrais de ferme. Donc, on disait aux gens : «Vous le mettez le moins loin possible parce que ce n'est pas payant d'aller le porter loin, vous le mettez tout là, puis vous remettez de l'engrais chimique dessus parce que ça ne vaut pas rien». Et c'est sûr que suite à ça, à certains endroits, on constate... certaines parcelles, même, sur certaines entreprises, on va constater des taux de phosphore un peu plus élevés à des endroits stratégiques.

À l'heure actuelle, ce qu'on observe aussi un petit peu plus, c'est que la marge financière des entreprises est en train de diminuer. Quant au... je vous disais que la gestion agricole n'a pas nécessairement préparé, là, participé à la rédaction du mémoire, par contre ce qu'on observe quand on assiste aux analyses de groupe, année sur année, on s'aperçoit que les producteurs doivent déboursier de plus en plus, les prêts sont de plus en plus longs et la marge diminue constamment.

Donc, à quelque part, à chaque fois qu'on demande un effort supplémentaire, quel que soit... un effort supplémentaire à un producteur agricole, quel que soit son domaine d'intervention, ça pousse à quelque part, là. Ce n'est pas toujours évident, ce n'est pas toujours facile de le faire en claquant des doigts.

Quand je vous parlais de... puis la population... la société en général met une pression sur les producteurs pour qu'ils prennent un virage qui... très très rapide, on demande de tout ramener très... de ramener très rapidement la situation, et ça, ça rue un petit peu dans les brancards. C'est sûr qu'il y a des... comme nous, au niveau des clubs-conseils, on travaille à faire ce virage-là, mais ça prend du temps, veux veux pas, pour le faire, le virage; on travaille avec du vivant, là, ce n'est pas une chaîne de production qu'on monte, puis qu'on démonte ou qu'on réaménage comme on le souhaite.

Une chose qu'on constate aussi, c'est que tous ces facteurs-là, toute la pression, la... tous ces facteurs entraînent beaucoup de colère, beaucoup de révolte, au niveau des producteurs, ils sont un petit peu tannés de se faire taper sur la tête. Mais moi, ce que je constate... bon, tout ça est lié par rapport à toute l'incompréhension de la société, mais ce qu'on constate aussi, c'est que maintenant, on a un petit peu comme passé ce stade de colère et révolte-là, on s'en vient vers une espèce de morosité et d'abattement.



2420 Je ne veux pas dire que les producteurs, là... je ne veux pas les plaindre nécessairement, mais à quelque part, ce qu'on constate... moi, ça fait plusieurs années que je travaille avec eux, puis là, la cour est pleine, là. La cour est pleine, à dire : «Bien là, regarde, si les gens ne veulent rien savoir, on ferme boutique, on s'en va, puis, bon, nous avons des capitaux, nous sommes capables de vendre et d'aller ailleurs». Ça fait qu'à quelque part, je pense que c'est... bien, c'est un petit peu dommage, hein, parce qu'une société vit d'abord par son agriculture aussi.

2425 Au niveau des préoccupations suite à tous ces constats-là, une bonne partie des informations au niveau du public... bon, hier, il y avait des gens qui disaient : «Beaucoup d'informa... il y a beaucoup d'informations, c'est pour ça qu'on peut parler», moi, je constate que souvent, c'est peut-être plus de la désinformation, donc ça l'entraîne beaucoup de méfiance. Désinformation quand on parle de lisier, de fumier, d'amendement, de fertilisation, de phosphore qui est lessivé, qui ruisselle, et cetera, là, il y a... je pense qu'il y a du travail à faire à ce niveau-là.

2435 Puis une des choses que nous, on a constatées ici, et par expérience personnelle, je peux vous dire, puis c'est aussi ce qui ressort au niveau des producteurs, c'est que le constat que je vous ai dressé, il est présent; il y a des points qu'on retrouve ici, mais on ne les retrouve pas tous. Il faut éviter de généraliser, de faire du mur à mur, d'Abitibi jusqu'en Gaspésie, que c'est comme toute la région de Saint-Hyacinthe et... bon, et cetera. Nous, chez nous, chez nos membres, ce qu'on observe, c'est que règle générale, il y a un équilibre entre les sols, les animaux, donc, les déjections animales et les besoins des cultures. À quelque part, il y a un équilibre là-dedans. Je ne vous dis pas que tout est parfait, mais il y a un équilibre.

2445 Puis ce qu'on constate aussi, c'est que nos gens, comme c'est des regroupements volontaires, ils nous payent pour leur dire ce qui va, puis ce qui ne va pas, ce qu'ils ont amélioré. Ça fait qu'à quelque part, ça aussi, quand on dit : «Les producteurs, ils ne veulent rien savoir», moi, ce n'est pas ça que... ce n'est pas ça qu'on constate chez nous.

2450 Et on a une diversification aussi de l'agriculture, tant au niveau animal que végétal. On n'a pas uniquement du porc, on n'a pas uniquement du lait, c'est souvent une combinaison de tous les aspects, même chose en végétal.

2455 Et une autre chose qui nous préoccupe aussi, c'est qu'on veut éviter d'avoir des politiques qui sont mur à mur -- on parlait de liquide, de... on parlait de solide -- il y a des aspects qui sont peut-être un petit peu plus importants que de faire du mur à mur, les types de sols, les reliefs, et cetera, c'est des choses fondamentales à la base de l'agriculture des... puis desquelles il faut tenir compte quand on prend une orientation.

2460 Et on a besoin de temps pour effectuer les changements. Le travail avec du vivant, animaux, plantes et sols nécessite observation, recherche et patience. Les pressions actuelles font en sorte que peu de souplesse est accordée aux producteurs pour prendre le virage, et ce n'est pas un virage à... dans certains cas qui est demandé à trente (30°) ou à quarante-cinq

(45°), des fois c'est un cent quatre-vingts (180°), il faut donner le temps, ça... on ne peut pas tout... instantanément, en claquant des doigts, se retourner. Et puis des fois, si on veut régler trop vite, bien, on va entraîner... et de façon unique, bien, on va entraîner autre... d'autres problématiques qui, souvent, vont être plus complexes à résoudre.

Au niveau des paramètres.

Ça, je vais... je vous l'ai remis tel quel. C'est un de nos producteurs... quand on a discuté un petit peu des orientations qui devraient être données au niveau de la production porcine, puis éventuellement à l'ensemble des autres productions animales ou agricoles. Bien, le... sa phrase, puis... elle est entière, elle est là, là, c'est que les exigences environnementales soient au niveau du support économique de façon à maintenir les revenus des producteurs.

Donc, si à quelque part, il y a une foulée où est-ce qu'on dit : «Oui, il faut que ça... il faut avoir une agriculture qui est plus verte, il faut avoir plus de bandes riveraines, il faut avoir des choses comme ça», bien, à quelque part... ou on veut, exemple, du porc sur litière, des choses comme ça, il va falloir supporter économiquement nos producteurs parce que je crois qu'il n'y a pas beaucoup de personnes dans la société qui acceptent de travailler pour... de faire... de travailler juste... de faire du bénévolat. Il y en a un certain nombre, mais ce n'est pas tout le monde, puis ce n'est pas facile d'aller payer son épicerie avec du bénévolat. Ça fait que ça, c'est quelque chose qui est à prendre en considération.

Et, peu importe les modèles de production ou peu importe les cadres, parce que nous, on va parler plus de cadres que de modèles, on croit que le travail de l'agriculteur, et de sa famille, doit être reconnu dans son milieu; il faut aussi que la société le reconnaisse. À quelque part, s'alimenter, c'est... un pays qui... ou une nation, peu importe, qui n'a pas de... qui doit importer ses aliments d'ailleurs, bien, je... à quelque part, elle n'est pas très forte, ni très solide, elle est à la merci de tous et chacun.

Et il faut peut-être refaire le lien qui est entre la... le lien... pardon, il faut peut-être refaire le lien entre la production agricole et le consommateur. Le porc qu'on achète à l'épicerie, il n'est pas produit sur les tablettes d'épicerie; le lait, la même chose. Il y a peut-être un travail... refaire les ponts... même si des fois, ils ont l'air très loin, là, refaire les ponts au niveau de l'agriculture et du consommateur.

Nous aussi, ce qu'on observe, c'est que... -- bon, vous avez eu des gens qui sont passés ici en vous parlant de naisseurs-finisseries -- la façon de produire en production porcine devrait avoir une vision qui est à long terme. Ce qu'on observe, c'est que les naisseurs-finisseries, souvent, ont plus de facilité à passer au travers des prix plus hauts, des prix plus bas, donc des vagues du marché.

On souhaite que ce soit... que les productions soient balisées au niveau provincial, mais que le... qu'il y ait un suivi à l'échelle de la ferme. Que ce ne soit pas, autrement dit, du mur à mur, qu'il y ait possibilité de travailler, là, à l'intérieur d'un cadre.

2510 On s'est posé une question, parce que dans le REA, bon, à certains endroits, il faut avoir possession des sols, on parlait de cycle des éléments nutritifs hier, on s'est posé la question, nous : est-ce qu'on devait ou pas avoir des sols pour faire de la production porcine ou pour faire toute autre production?

2515 C'est sûr qu'avec, c'est bien, mais sans, si à quelque part, il y a des ententes d'épandage, qu'elles sont respectées, le cycle se complète pareil, se complète sur deux (2) fermes, trois (3) fermes. Puis même, des fois, je peux vous dire que ça fait de très beaux scénarios de fertilisation ou de développement de l'entreprise parce qu'on peut jumeler des fois des engrais organiques de différentes sources, avec différentes caractéristiques, et on peut les adapter encore mieux à la situation de la ferme. Je ne dis pas que le sans sol est nécessairement meilleur, mais à quelque part, de ne pas toujours avoir toute la possession de  
2520 ses sols, ça permet peut-être à d'autres agriculteurs d'avoir une interaction sur leur ferme, là, d'avoir une possibilité de se diversifier au niveau de la fertilisation.

Et selon nous, le suivi aux champs aussi est très important.

2525 Pourquoi ce volet-là? C'est sûr que nous, on est habitué à travailler en arrière de l'étable, en arrière de la fosse, et non pas dedans. Pour voir comment ça se passe, comment les sols réagissent, comment...

**LA PRÉSIDENTE :**

2530

J'allais dire, j'espère que vous ne travaillez pas dedans la fosse!

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

2535

Bien, pour échantillonner à l'occasion, oui, là! Mais ce n'est pas toujours, on préfère... j'avoue qu'on préfère marcher les champs que travailler dans la fosse, mais en tout cas, ça fait partie de. Comme les agriculteurs ont à le faire aussi.

2540

L'aspect suivi aux champs, parce que c'est là qu'on peut vraiment voir qu'est-ce qui se passe. C'est là que le sol, les plantes, les cours d'eau vont nous dire si oui, on... oui ou non, on est correct; si on doit réajuster, comment on doit réajuster... bien, en tout cas, sans nous dire le comment, là, parce que... mais au moins nous donner le... un petit bout de... avec une observation, on peut dire... on peut aller plus loin, puis : ««oups!», il y a peut-être tel problème. Oui, ça, finalement, c'est comme de cette façon-là, on devrait aller».

2545

Et de ne pas oublier que la ferme est un système qui est complexe, qui est vivant, donc, ce n'est pas mathématique. Moi, j'avoue, je suis ingénieure et agronome, il y a des choses que, en tant qu'ingénieure, je peux dire, mais en tant qu'agronome, même si on me demande de faire plus zéro, c'est la plante à la fin qui va me dire si mon plus zéro était bon ou pas, puis c'est  
2550 Dame Nature aussi qui va me dire : «Regarde, là, tu n'avais pas pensé à ça ou... cette année, il a fait sec, puis ça n'a pas travaillé comme ça aurait dû».

2555 Ça fait que ça, je pense que s'il y a quelque chose que les gens qui sont à l'extérieur de la production, ils doivent... ils ne doivent pas oublier, c'est peut-être un petit point. C'est majeur, mais ça peut faire... quand on nous demande des garanties et des choses comme ça, on travaille avec du vivant, c'est difficile de garantir du vivant.

2560 Et ici, suite à ce que j'ai entendu hier soir, j'ai rajouté ça ce matin, c'est un de mes professeurs à l'ITA qui disait ça, et je pense qu'à quelque part, les agriculteurs, ils vivent dans leur milieu, ça fait qu'ils n'ont pas intérêt à tout massacrer autour d'eux. Donc, à quelque part, l'être humain, il dépend de ses... il dépend du sol, puis les bons sols, ils dépendent de l'être humain. Puis nous, je peux vous dire que dans... à l'intérieur du Groupe, puis dans la région aussi, il y a de très bons agriculteurs qui ont de très bons sols et qui travaillent avec du lisier, qui sont en production porcine. Donc, c'est ni tout noir, ni tout blanc.

2565 Ce qu'on souhaite qu'il soit privilégié, c'est, bien sûr, une certaine ouverture parce que des méthodes ou des façons de faire qui peuvent nous paraître farfelues aujourd'hui peuvent être l'avenir de demain, ça fait que... donc, ne rien «discarter».

2570 Aussi, que la recherche soit continuée là-dessus. Tantôt, vous avez entendu au niveau du CQEPP, il y a beaucoup de choses à aller chercher là et ailleurs, si on va plus loin en recherche, qui est des essais grandeur nature. Donc, pas juste des fois des petits essais en laboratoire, mais qu'on sorte et dans les bâtiments. C'est sûr que c'est plus dispendieux, c'est sûr que c'est plus à risque, mais à ce moment-là, ça devrait être compensé en fonction.

2575 Et tout ce qui est alimentation génétique, bâtiments, techniques de production, valorisation des engrais de ferme, le traitement, la diminution des odeurs, tout ça doit être... on doit continuer à travailler dessus.

2580 Au niveau... c'est sûr, au niveau suivi terrain, parce que selon nous, s'il y avait eu un suivi terrain dès les premières années, probablement qu'on n'en serait pas là aujourd'hui. Si on avait eu des gens pour accompagner aux champs pour observer ce qui se passait, pour discuter avec les agriculteurs, on croit que la situation, elle serait différente aujourd'hui. Donc, pour ça des services-conseils.

2585 C'est sûr que nous, on est en services-conseils de groupe, donc, c'est l'approche qu'on privilégie parce qu'à quelque part, il y a une dynamique, il y a un échange qui peut s'amener là. Il y a aussi... c'est peut-être plus facile de faire face à des coups durs en... des fois, en groupe, mais c'est sûr que les gens ont le droit d'aller où ils veulent pour chercher leurs services-conseils. Je pense, l'important, c'est d'avoir quelqu'un qui a un regard de l'extérieur, mais qui est quand même proche de l'entreprise, puis en en voyant d'autres, en collectant des données, qui est capable de donner l'heure juste, des points forts, des points faibles, puis qu'est-ce qu'il y a à améliorer.

2595 En conclusion, on aurait tendance à dire que ça va prendre une bonne dose de volonté de la part de tous et chacun. C'est sûr que si les gens ne veulent pas, on ne réglera rien au niveau du débat de la production porcine, si les gens veulent rester camper sur leurs positions.

2600 Ce qu'il faut, c'est... il y a eu des excès de part et d'autre, c'est un fait, par contre, il faut peut-être... c'est peut-être le temps de... au lieu de regarder en arrière, de regarder en avant, de passer l'éponge, de reconnaître... d'apprendre de nos erreurs, de reconnaître les acquis et d'aller vers l'avant, effectivement.

2605 Et ça complète notre présentation.

**LA PRÉSIDENTE :**

Je vous remercie.

2610 Vous avez, dans vos constats, passé... fait une remarque sur le suivi des PAEF, et j'aimerais peut-être, là, que vous dégagiez de ce constat-là des mesures qui devraient être prises pour qu'on puisse assurer, justement, un bon suivi des ces plans agroenvironnementaux de fertilisation.

2615 **Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

Attendez un petit peu que je... quand vous dites : «Suivi des PAEF ou suivi des ententes d'épandage et des registres d'épandage», jusqu'à...

2620 **LA PRÉSIDENTE :**

C'était les ententes d'épandage...

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

2625 O.K., c'est beau.

**LA PRÉSIDENTE :**

2630 ... aussi, là. D'accord.

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

2635 C'est beau. Non, c'est... c'est beau.

**LA PRÉSIDENTE :**

Oui, oui.

2640 **Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

2645 Mais c'est sûr qu'au niveau du PAEF, je pense dans les éléments de suivi, il y a des balises, à l'heure actuelle il y a les abaques, bon, autrefois, c'est-à-dire l'année passée, il y avait les phases, tout ça. On peut faire un PAEF sur papier, c'est bien, sauf qu'après ou en même temps, il faut s'assurer que l'agriculteur est en mesure de procéder à ce qui est inscrit là. Donc, il faut avoir une bonne discussion avant sur c'est quoi son entreprise, c'est où... vers où elle s'en va, puis c'est sûr que de façon régulière, on parle d'analyse de sol, on parle d'analyse d'engrais, on parle de calibrage d'épandeur à fumier, c'est des choses qui doivent être faites, puis en fin de saison aussi, prendre le temps de s'asseoir avec l'agriculteur pour voir qu'est-ce qu'il a fait avec son PAEF, comment il l'a suivi, qu'est-ce qu'il a pu faire, qu'est-ce qu'il n'a pas pu faire et pourquoi.

2655 Je peux vous donner un exemple. Des fois, pour des agriculteurs, on va faire quatre (4) temps d'épandage parce que, agronomiquement, c'est la meilleure chose, parce qu'on veut répartir les risques dans l'année, parce que... pour mille et une raison. Quand les agriculteurs le font faire à forfaits et qu'ils font passer quelqu'un quatre (4) fois sur l'entreprise, c'est quatre (4) brassages de fosse, c'est quatre (4) fois de l'épandage, il y a des coûts supplémentaires, puis des fois, en fin de saison, ils disent : «Il y a-tu moyen qu'on le fasse en trois (3) fois?», ça va être aussi bon, c'est juste qu'on va le prévoir différemment. Ou on avait prévu en mettre au printemps, on a eu un printemps très pluvieux, il n'a pas plu... il a plu beaucoup, c'était des argiles, on n'a pas pu rentrer, comment on peut travailler avec ça?

2665 Donc, moi, quand je parle de suivi du PAEF, les éléments qui pourraient... qui devraient être, là, c'est le terrain. C'est le terrain, puis c'est aussi d'aller voir sur le terrain. Parce que des fois, on peut faire des très bonnes recommandations d'épandage au printemps, sauf qu'à la longue, on s'aperçoit qu'on a peut-être des problèmes de compaction, on a peut-être des petites choses comme ça qui disent : «Oups!», peut-être que là... il faut peut-être modifier notre scénario un petit peu», puis ça, c'est en allant sur le terrain qu'on le voit. Le papier, il ne le dira pas. Le sol, les plantes vont le dire.

2670 C'est ce bout-là, je pense que l'aspect terrain est très très important là-dessus.

**LA PRÉSIDENTE :**

2675 Donc, ça demande à l'agronome qui prépare ce PAEF d'être assez présent sur le terrain?

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

2680 Oui.

**LA PRÉSIDENTE :**

2685 Et est-ce que, à votre avis, il y a suffisamment d'agronomes pour, justement, pouvoir exercer un bon suivi?

Là, vous allez me parler de la région, là, je comprends que ça...

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

2690

Oui.

**LA PRÉSIDENTE :**

2695

... votre commentaire va se... va porter sur la région, mais...

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

2700

Je vous dirais, le temps qu'on peut passer sur le terrain dépend de la... le temps va être inversement proportionnel à la quantité de papier qu'on a à faire. C'est sûr que plus on a de paperasserie à faire... comme les agriculteurs, c'est le même principe, plus on a de paperasserie à faire, moins on a de temps pour aller sur le terrain, ou plus on fait des longues semaines, là, c'est un des deux (2), là. Mais, en tout cas, selon moi, des fois, les papiers, ce n'est peut-être pas... comme je vous dis, ça peut être bien beau sur papier, sur le terrain, je crois qu'il faudrait donner de la marge de manœuvre aux agronomes pour qu'ils puissent être sur le terrain parce que c'est là que les vraies choses se passent.

2705

À savoir si au global, on est suffisamment ou pas, d'après moi, ça s'en vient vers un équilibre là-dessus, mais à l'heure actuelle, là, je ne suis pas certaine, là, qu'on ait...

2710

**LA PRÉSIDENTE :**

Et quand vous dites, vous avez beaucoup de papier à remplir, là, expliquez-moi... assez rapidement quand même, là, mais expliquez-moi ce que vous avez à faire.

2715

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

C'est que quand on parle de papier à remplir, en fonction de... maintenant, ce que doit contenir un PAEF, tout ça, il y a beaucoup de choses à faire, quand on parle de transmettre des bilans phosphore, qui sont différents de ce qu'on retrouve déjà à l'intérieur de nos PAEF, parce qu'on va les adapter à la réalité de notre région, quand il faut utiliser des modèles qui sont externes, quand il faut retravailler des demandes de certificats d'autorisation parce que le contenu ne convenait pas à la personne qui l'a analysé, quand il faut refaire... bon, quand on change de réglementation, comme on le fait de façon régulière, là, depuis les dernières années, ça implique de refaire les papiers aussi.

2720

2725

Ça fait que tout ça fait que pendant ce temps-là, oui, au niveau réglementaire, les producteurs, on les met conformes parce qu'on fait les papiers dont ils ont besoin, donc tout le monde doit s'assurer de, mais à quelque part, on n'est pas sur le terrain.

2730

2735 C'est sûr que vous me direz que l'hiver, effectivement, c'est peut-être le bon temps pour  
faire les papiers ou un bon temps pour faire le terrain, c'est un fait, mais à un moment donné,  
quand, dans la saison, on a à remplir ou à retravailler ces papiers-là... exemple l'été passé  
avec le changement de réglementation, où est-ce qu'on a eu plein de dossiers qui ont été  
retournés, qui étaient sur le point d'être émis en certificats d'autorisation, maintenant c'était des  
avis de projets, il a fallu refaire tout ce travail-là, puis les agriculteurs, ils voulaient construire  
leur fosse, là. C'était correct de vouloir construire sa fosse, on était là, là, on était en saison  
pour construire une fosse, puis une fosse, à quelque part, peu importe la structure  
d'entreposage, ça protège l'environnement. Donc, c'est à ce niveau-là que... quand je parle de  
2740 papier, là, principalement.

**LA PRÉSIDENTE :**

2745 Quand... tantôt, on parlait également des suivis de... des ententes d'épandage, aussi  
dans vos constats, là, vous faisiez...

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

Oui.

**LA PRÉSIDENTE :**

2755 ... des remarques à cet effet, encore là qu'est-ce que ça prendrait comme outil pour  
assurer un bon suivi de ces ententes d'épandage?

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

2760 Je vous dirais que maintenant, le suivi des ententes d'épandage, le fait qu'il y a plus de  
gens sur le terrain, c'est quelque chose qui va aller mieux. Moi, je l'avais apporté là parce que,  
il y a quelques années, on n'avait pas... les gens pouvaient signer des ententes d'épandage,  
souvent ils les signaient sur des volumes de conception, des fosses à lisier, ce qui... ce qu'on  
observe dans la pratique, c'est les volumes à épandre ou à gérer sont différents.

2765 Donc, on en avait grand, on en avait peut-être un petit peu trop grand, donc un petit  
peu trop d'ententes d'épandage pour les besoins. Mais je veux dire, les gens, ils... en tout cas,  
les producteurs n'avaient pas... on arrivait chez un producteur : «Bon, as-tu tes ententes  
d'épandage?», «Non, j'ai envoyé ça au ministère de l'Environnement, puis je ne m'en suis pas  
gardé de copie, puis... bien là, j'ai signé avec Untel, Untel, Untel. Les volumes, bien là... non, il  
n'y avait pas de volume, il n'y avait rien».

2770 Aujourd'hui, avec la venue des PAEF, ça... il y a eu ce point intéressant-là, le fait de  
refaire comme les portraits des entreprises, on a refait des ententes d'épandage. Parce  
qu'aussi, les ententes d'épandage, souvent, à un moment donné, que les producteurs nous  
sortaient, étaient caduques, n'avaient pas été renouvelées, ça fait que là, on n'avait plus d'idée  
2775 où c'en était rendu. Maintenant, c'est quelque chose qui est beaucoup plus clair, puis je crois



que les producteurs, entre eux, se responsabilisent beaucoup plus sur ce volet-là aussi, de s'assurer que s'ils ont besoin d'un volume de fumier qui vient de l'extérieur, bien, qu'ils vont l'avoir aussi. Donc, à quelque part, c'est peut-être plus facile de signer l'entente d'épandage, là, à ce niveau-là.

2780

**LA PRÉSIDENTE :**

Est-ce que, selon vous, on doit imposer une durée fixe à ces ententes d'épandage-là ou si on doit garder un peu de souplesse?

2785

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

Moi, j'aurais tendance à dire que la souplesse est de mise. C'est sûr que... -- pourquoi je vais vous dire la souplesse? Parce que, à quelque part, ce qu'on constate sur le terrain, il peut avoir des vides sanitaires. Donc, il peut avoir des années où est-ce qu'on n'est pas capable de fournir des ententes d'épandage.

2790

Donc, de tout mettre ça dans un carcan, je ne pense pas que ce soit nécessairement mieux parce que... ce que je vous disais tantôt, c'est que dans certains cas, ça offre de belles possibilités, de recevoir des lisiers de l'extérieur ou des fumiers de l'extérieur, ça peut faire une combinaison intéressante. Sauf que si ça devient trop strict, puis que j'ai de la relève qui veut passer... ou je veux agrandir ma ferme, ou quelque chose comme ça, il ne faut pas que ça bloque non plus, là.

2795

C'est dans cet esprit-là que je vous dis qu'il faut conserver de la souplesse au niveau des durées, des ententes d'épandage, ou qu'il y ait des conditions, des choses comme ça, pour que les gens puissent... que la relève puisse arriver, qu'on puisse avoir de l'expansion au niveau des entreprises si besoin est, ou si c'est le projet de l'agriculteur, là, il ne faut pas que ça devienne un élément contraignant, en tout cas pour les gens qui veulent développer leur entreprise, leur région aussi, là.

2800

2805

**LA PRÉSIDENTE :**

Je ne veux pas empêcher mes collègues de vous poser des questions. Monsieur Marquis?

2810

**M. ALFRED MARQUIS, commissaire :**

Merci.

2815

En fait, je voulais continuer sur cette question, le suivi. Vous avez commencé en parlant de manque de suivi suite à l'émission des CA. Alors, à ce moment-là vous pensez à des mesures d'accompagnement au niveau de l'agriculteur ou si c'est plutôt, pour ce point-là en particulier, les suivis de contrôle de la part du ministère de l'Environnement, peut-être, qui... je voulais juste comprendre, là...

2820

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

O.K.

2825

**M. ALFRED MARQUIS, commissaire :**

... qu'est-ce que vous vouliez dire avec ce manque...

2830

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

C'était...

2835

**M. ALFRED MARQUIS, commissaire :**

... de suivi?

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

2840

Bon. Dans le manque de suivi -- et là, je vais me référer à mon expérience personnelle, parce que moi, avant de travailler dans la région, j'ai travaillé dans la région de Saint-Hyacinthe pour une organisation de... l'Agence de... l'Association de gestion des surplus, «l'AGEO» -- donc, ce que j'ai constaté là, c'est ce qui se retrouve là, c'est-à-dire que les gens obtenaient des certificats d'autorisation pour agrandir leur porcherie, pour construire, et ils avaient fait signer le voisin -- ou des fois c'était le quatrième voisin, ou des fois c'était la municipalité voisine, ou... en tout cas, bon, bref -- et il n'y avait jamais personne qui était allé voir s'il y avait... où les lisiers avaient été réellement épandus, ça ne s'était pas fait. Là, quand on demandait aux gens : «Avez-vous vos ententes d'épandage? Vous ne les avez pas?», c'était rendu à l'Environnement, «Mais de toute façon, il n'y a personne qui est venu voir».

2850

Ça fait qu'à ce niveau-là, c'est ce que je voulais exprimer là-dedans, c'est qu'il y avait eu beaucoup d'émissions de certificats d'autorisation, mais sur le terrain, il n'y avait pas eu de vérification. Et pourtant, c'était quelque chose de... on était obligé de la déposer, l'entente d'épandage pour obtenir son certificat d'autorisation, là, dans certains cas; pas dans tous les cas, mais dans certains cas, on était obligé parce qu'on n'avait pas suffisamment de terre. Donc, partant de ce fait-là, s'il y avait eu un suivi, possiblement que la situation ne serait peut-être pas celle d'aujourd'hui.

2855

**M. ALFRED MARQUIS, commissaire :**

2860

Et selon vous, qui devrait faire ce suivi?

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

2865 À l'heure actuelle, comme je vous dis, les gens qui sont sur le terrain et les producteurs  
sont en train de le prendre en charge. Donc, les agronomes qui conçoivent les PAEF et les  
producteurs avec lesquels ils travaillent sont en train de le prendre en charge parce que, veux  
veux pas, comme on disait tantôt, si on a une belle combinaison avec un engrais qui vient de  
l'extérieur, un engrais organique de l'extérieur, bien, à quelque part, c'est bien de le faire et de  
2870 s'assurer qu'on fournit, grosso modo, année sur année, des volumes qui sont inscrits.

**LA PRÉSIDENTE :**

2875 Alors, notre temps est écoulé. On vous remercie d'avoir participé à cette consultation  
publique et de nous avoir apporté votre point de vue sur cette question.

**Mme SYLVIE CHOQUETTE :**

2880 Merci.

**LA PRÉSIDENTE :**

Au revoir.

2885 La Commission ajourne ses travaux, on reprend cet après-midi. Je crois que nous  
avons deux (2) présentations en après-midi.

Alors, on se revoit à treize heures trente (13 h 30).

2890 **(FIN DE LA SÉANCE)**

2895 **Je, soussigné, MICHEL OLIVIER, sténographe officiel, certifie sous mon serment  
d'office que les pages ci-dessus sont et contiennent la transcription exacte et fidèle  
en cette séance prise au moyen de la sténotypie, le tout conforme à la loi.**

**Michel Olivier, s.o.**